

<https://www.legrandsoir.info/l-arnaque-emmanuel-macron-de-a-a-z.html>

L'arnaque Emmanuel Macron de A à Z  
ANTICONS - Observatoire du néo-conservatisme

Inconnu il y a peu encore, Emmanuel Macron est sans nul doute une figure importante de la présidentielle 2017. Il est celui que les médias présentent comme l'homme de la situation. Ses meetings sont retransmis par les grandes chaînes d'information en temps réel. Bien que son bilan de Ministre de l'économie et des finances ne plaide pas en sa faveur (600 000 chômeurs de plus), ses partisans voient en lui un modèle d'efficacité.

Dès ses premiers pas dans le monde politique il a essayé de se présenter comme un leader «anti-système», alors qu'il est un pur produit du sérail. Il plébiscite la réforme des institutions qui, selon lui, sont un frein à la modernité. Il est en France le chef de file d'une doctrine économique qui prône la déréglementation pour les entreprises transnationales. Il est le grand responsable du « scandale d'Etat Alstom ». Pour rappel, Alstom Energie fut cédée en 2014 pour une bouchée de pain à l'entreprise américaine General Electric. Bref, Emmanuel Macron est l'incarnation du Traité constitutionnel (libéral) qu'une majorité de français ont rejeté au soir du 29 mai 2005.

Pourtant, à en croire les instituts de sondage, Emmanuel Macron est la personnalité politique préférée des Français. Ces derniers sont-ils devenus amnésiques au point d'oublier la caste de banquiers dont il est issu ? ou plus simplement bénéficie-t-il d'une répétition de messages favorables dans les médias ?

Aussi, pour appréhender au mieux le «phénomène Macron», plusieurs questions doivent trouver réponse. Par exemple : Quels sont les réseaux qui le soutiennent ? Qui le finance ? Au-delà des apparences, que dit-il vraiment ? Son discours se tient-il ? Est-il comme on nous le présente un véritable «fer de lance» ?

Groupes de pression & réseaux du patronat

En avril 2016 le journal Mediapart écrivait dans l'une de ses rubriques : « En annonçant la création de son mouvement « En marche ! », le Ministre de l'économie a omis de préciser que l'adresse légale de son association était le domicile privé du directeur de l'un des principaux clubs patronaux, l'Institut Montaigne ».

Véritable officine au service de l'organisation patronale (MEDEF), l'objectif de l'Institut Montaigne est de promouvoir des idées néo-libérales telles que la mise du gaz de schiste au service de la compétitivité, la privatisation de l'assurance maladie, l'augmentation du temps de travail, ou encore le départ à la retraite à 63 ans avec une durée de cotisation de 43 ans. Il convient aussi de noter que le président de l'Institut Montaigne Henri de Castries fut président-directeur-général du groupe d'assurance Axa de mai 2000 à août 2016, où il s'est vu accorder un salaire annuel (hors revenus du capital) oscillant entre 2,8 millions et 3,2 millions d'euros. Quant à sa retraite (dorée), elle atteint un confortable revenu annuel de 1 056 000 euros.

En 1994, Henri de Castries était nommé à la French-American Foundation, institution connue pour être un Cheval de Troie du libéralisme américain dans la société française, qui compte parmi ses anciens disciples communément appelés « Young Leaders », une ribambelle de journalistes et de personnages politiques français. En septembre 2016, sur le site de la French-American Foundation nous pouvions lire « Breakfast avec Emmanuel Macron, ministre de l'Economie » .

Rappelons aussi que Henri de Castries a pris en 2012 la présidence du comité de direction du très opaque groupe Bilderberg, où l'on discute uniquement entre pairs, et qu'il a fini par rejoindre l'équipe de campagne de François Fillon,

De son côté, le directeur général de « Terra Nova » Thierry Pech, un think tank proche du PS, réfute les informations concernant sa participation active au mouvement d'Emmanuel Macron « En Marche ». Ceci étant, dans Libération Thierry Pech ne cache pas sa « proximité intellectuelle » avec Emmanuel Macron. Une proximité confirmée par le grand nombre de membres et de contributeurs réguliers de « Terra Nova » qui apportent un soutien sans faille à Emmanuel Macron. En particulier, les économistes Philippe Aghion, Élie Cohen, Gilbert Cette, le Libéral-libertaire Daniel Cohn-Bendit, l'homme d'affaires Henry Hermand, Jacques Attali, le dirigeant d'entreprise Louis Gallois, et le sénateur socialiste Gérard Collomb.

Homme de réseaux, Gérard Collomb soutient ouvertement le mouvement « En Marche ! » depuis sa création. Pour preuve, ce dernier déclara par voie de presse « Les 23 et 24 septembre 2016, nous organiserons à Lyon un colloque des réformistes européens et mondiaux avec l'Institut Montaigne, les think tanks « Les Gracques » (un autre groupe de pression) et « Terra Nova ». Il y aura aussi des think tanks italiens, allemands, anglais et des membres de l'équipe d'Hillary Clinton ». Cependant, « Terra Nova », toujours très proche du parti socialiste, décidera de se retirer de l'événement.

Roger Lenglet et Olivier Vilain, tous deux auteurs d'« Un pouvoir sous influence, quand les think tanks confisquent la démocratie » nous démontrent que ces think tanks ont pour point commun d'être soutenus par des groupes industriels cotés en bourse et favorables à la déréglementation économique. Leur enquête comprend une étude qui mesure le nombre de fois où les think tanks sont cités publiquement par les parlementaires et dans les médias. Roger Lenglet nous résume ici « qu'avec l'auréole de l'expertise, on voit depuis les années 2010 se multiplier l'influence des think tanks ». Lenglet et Vilain, dans leur travail de décryptage, reviennent sur l'influence libérale des think tanks tels que Terra Nova, l'Institut Montaigne ou la Fondation Jean-Jaurès.

L'Institut Montaigne est financé entre autres par des entreprises du CAC 40 telles que Veolia, Sanofi, Rothschild & Cie, Michelin, Microsoft, Groupama, Bank of America, Merrill Lynch, BNP Paribas, Bolloré, Bouygues.

Selon le journal en ligne Rue89, en 2013, Terra Nova était financée à 80 % par le mécénat d'entreprise et 20% par la cotisation des adhérents. Parmi les mécènes : Areva, EDF, Caisse des Dépôts, Microsoft, Sanofi, Vivendi, Google, etc. En somme du déjà-vu plus haut, et il n'est pas difficile de comprendre que comme l'Institut Montaigne, Terra Nova est plus un lobby au service du capital qu'un cercle de réflexion.

Quant à la Fondation Jean-Jaurès, si l'on en croit son dernier rapport, elle perçoit des subventions du Premier ministre (31%), des subventions publiques sur projet (28%), des fonds issus de partenariats européens (17%), du Mécénat (14%), ses ressources propres (publications, dons) ne représentant que 10% de ses revenus.

## Financements en eaux troubles

En novembre 2016, Europe 1 se fait le porte parole d'« En Marche ! » en titrant une chronique : « Macron répond à Hamon sur le financement de « En Marche ! » : « Chez moi, on ne vit pas du contribuable ».

Benoît Hamon lui avait posé la question suivante « Si tu es hors système, acceptes-tu de rendre publique et transparente [la liste des] donateurs de ta campagne ? » Pour se défausser, Emmanuel

Macron évoque le secret fiscal qui protège l'identité des donateurs. Il ajoute « Un ancien ministre devrait savoir qu'il faut respecter la loi. » Puis il conclut « Je suis en effet hors système puisque j'ai créé un mouvement en avril dernier et ce mouvement n'a aucune subvention publique. Donc chez moi, on ne vit pas du contribuable« .

En premier lieu, nous sommes en droit de penser que Benoît Hamon demande simplement à Emmanuel Macron des indications sur les gros donateurs (organismes financiers, Banques, etc). Et la moindre des chose eût été que le candidat Macron fasse preuve de transparence.

Nous pouvons également constater qu'Emmanuel Macron ne manque pas de toupet quand il déclare qu'un ancien ministre devrait savoir qu'il faut respecter la loi. Rappelons-nous en effet qu'à l'époque où il était ministre, Emmanuel Macron avait sous-évalué la valeur de la maison de son épouse de 200 000 €.

Emmanuel Macron nous dit ensuite « chez moi, on ne vit pas du contribuable« . Sur ce fait, il omet simplement d'expliquer qu'il n'a pas d'aide directe car pour l'heure «En Marche !» n'a tout simplement pas d'élus. Mais la loi permet à tout donateur de dons ou cotisations à un parti politique de bénéficier d'une réduction d'impôt. Donc par voie de conséquence «En Marche !» bénéficie d'une aide indirecte de l'Etat.

Et concernant les aides directes, En marche présentera 577 candidats aux législatives qui suivront l'élection présidentielle. Dès lors la loi prévoit un financement public accordé aux différents partis en fonction de deux critères : premièrement leurs résultats aux élections législatives, pour ceux qui ont présenté des candidats ayant obtenu au moins 1% des voix dans au moins 50 circonscriptions, et deuxièmement leur nombre de parlementaires. Pour vous faire une idée plus précise, sachez qu'en 2013 le montant global versé aux partis et formations politiques de métropole et d'outre-mer s'est élevé à 70 083 332,15 € dont notamment : 28 480 742,50 € pour le PS ; 19 870 309,79 € pour l'UMP ; 5 543 646,41 € pour le FN ; 3 521 792,11 € pour Europe Écologie-Les Verts ; 3 222 320,99 € pour le PCF (décret n°2013-430 du 27 mai 2013).

Regardez la porte parole Laurence Haïm très mal à l'aise dès qu'il s'agit d'évoquer le financement de la campagne de Macron.

D'autre part nous avons vu dans le paragraphe précédent que les think tanks qui soutiennent Macron bénéficient d'une aide publique directe. Des think tanks qui peuvent être soutenus par des entreprises qui sont elles-mêmes liées à l'Etat. Enfin, il ne faut pas négliger le fait que «En Marche !» est très probablement soutenu aussi par des banques. Or comment oublier qu'en 2008 l'Etat a déposé 360 milliards sur la table pour sauver les banques ? Et là, n'en déplaise à l'ancien Ministre de l'économie, il fut question de l'argent des contribuables. Ce rappel prend encore plus d'importance à la lumière de la réforme du 1er janvier 2016 : Les banques peuvent désormais ponctionner les comptes des déposants. Cette directive européenne fut transposée dans le droit français en toute discrétion quelques jours avant la Noël 2015, et à cette époque monsieur Macron était toujours ministre de l'économie.

Autre adversaire d'Emmanuel Macron : l'ex ministre de la Culture Aurélie Filippetti. Elle qualifie Emmanuel Macron de « candidat du grand capitalisme financier ». Le député PS Richard Ferrand, secrétaire général du mouvement «En Marche !», rétorque « Je laisse Mme Filippetti à ses saillies nauséabondes et à ses arguments qui sont dignes du Front national« . En bref, du déjà-vu des dizaines de fois sur ce blog. Pour la énième fois Richard Ferrand a recours à la méthode par l'amalgame qui consiste à fusionner ses contradicteurs avec le Front national. Ainsi donc, le point Godwin est atteint. Si vous demandez des comptes à Emmanuel Macron sur ses liens avec la finance, c'est que sans aucun doute vous avez des idées proches du FN. Cependant, nous verrons

plus bas en détail que les idées putrides ne gênent pas Emmanuel Macron quand il est question de siphonner des voix.

En janvier 2017 une polémique fait rage. Après deux ans d'investigations, les journalistes Frédéric SAYS et Marion L'Hour viennent de publier « Dans l'enfer de Bercy ». Si on en croit cet ouvrage, Emmanuel Macron à l'époque où il était encore ministre a utilisé à lui seul 80% de l'enveloppe annuelle des frais de représentation accordée à son ministère par le Budget. Une somme estimée à 120 000 euros. Des crédits du ministre à Bercy auraient donc été utilisés pour le lancement du mouvement « En Marche », écrivent Frédéric SAYS et Marion L'Hour. Depuis le Liban où il était en déplacement, Emmanuel Macron réagit « Aucun centime du budget du ministère de l'Économie (1) n'a jamais été utilisé pour En Marche !. Toute affirmation du contraire est purement et simplement diffamatoire. Celles et ceux qui continueront à écrire et à dire des contre-vérités seront poursuivis ». (2) Peut-être dirons-nous après coup, mais que penser d'Emmanuel Macron qui crie à la diffamation, sans toutefois porter plainte contre les auteurs d'un livre qui lui est très défavorable ?

### Emmanuel Macron à la pêche aux voix dans le fief de l'anti-républicanisme

Dans un billet précédent, nous sommes revenus sur la visite au Puy-du-Fou de celui qui était il y a encore quelques temps le Ministre de l'économie d'un pouvoir dit «socialiste». Là, Emmanuel Macron a rencontré l'une des figures de proue de l'ultra droite islamophobe française Philippe de Villiers.

À titre de rappel, la spécialité de Monsieur de Villiers est d'entrelacer sa lecture fantasmée de l'Histoire avec des concepts politiques paranoïaques tels qu'Eurabia et le Choc des Civilisations. Ce porte-parole paranoïaque n'a pas la moindre analyse sociale. Pour Philippe de Villiers, les musulmans pauvres et les musulmans riches sont «du même bois». Et pour scénariser sa petite histoire, il surajoute une dose d'eschatologie, c'est-à-dire des manifestations des signes de la fin des temps. Ce raisonnement fallacieux fait de Philippe de Villiers le théoricien de la conspiration type.

A l'occasion de cette rencontre Macron « de Villiers, Emmanuel Macron déclara « je ne suis pas socialiste ». D'ailleurs ne se situe-t-il pas «par-delà la gauche et la droite», cher au criminel de guerre Tony Blair ? En avril 2016, quand Andrew Marr, chroniqueur vedette de la BBC, compara le ministre de l'Économie français à Tony Blair, Emmanuel Macron rétorqua «Je vais prendre ça comme un compliment». Pour Emmanuel Macron, il manque un roi à la France : « Dans la politique française, cet absent est la figure du roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort » (extrait d'une interview accordée à LeUn Hebdo, du 8 juillet 2015). A Orléans le 8 mai 2016, Emmanuel Macron a salué Jeanne d'Arc qui « a su rassembler la France ». Si pour certains, Jeanne d'Arc est un symbole de courage et de résistance, nous sommes malgré tout en droit de nous interroger sur les réelles motivations d'Emmanuel Macron qui dans un laps de temps très court vient de créer un parti politique, déclarer qu'un roi manque à la France, qu'il admire Jeanne d'Arc, et qui pour finir part en vacances chez le vicomte Philippe de Villiers.

En ce qui concerne le volet économique et social, les objectifs de celui qui fut Ministre de l'économie du gouvernement Valls sont quasi-identiques à ceux de l'ex-secrétaire d'Etat du gouvernement Chirac. Le ministre de l'Économie s'est prononcé en novembre 2015 pour une rémunération « ?au mérite? » des agents de la fonction publique, soulevant un tollé chez les syndicats. Le candidat Philippe de Villiers à la présidentielle de 2007 avait proposé « la rémunération au mérite pour les fonctionnaires ». En 2016 Emmanuel Macron suggère de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes (ISF). En 1995 Philippe de Villiers insistait fermement sur ses intentions de supprimer l'impôt sur les revenus. En janvier 2016, Le Monde Économique titrait l'une de ses chroniques « Emmanuel Macron prêt à mettre fin « de facto » aux 35 heures ». Philippe de Villiers a toujours été hostile à la réduction du temps de travail. Donc à quelques années

d'intervalle, les deux hommes nous ont proposé des services publics a minima, une déréglementation des lois du travail, et l'acceptation du principe de l'inégalité. Cela s'appelle le Thatcherisme. D'ailleurs, M. Macron a confessé en mars 2015 à la BBC qu'il aurait fallu une Margaret Thatcher à la France.

Il suffit d'ailleurs de voir le coordinateur du programme d'E. Macron, Jean Pisani-Ferry incapable de cacher que, contrairement aux promesses, les retraites subiront une cure d'austérité.

De l'arrogance au « racisme social »

Le mépris de classe est un travers qui refait surface à intervalle régulier chez Emmanuel Macron.

Sur Europe1 en face de Jean-Pierre Elkabbach en septembre 2014, pour sa première interview en tant que ministre de l'économie, M. Macron s'est fait connaître du grand public avec ses propos sur les employés des abattoirs Gad. Précisément, Emmanuel Macron a dit : « Il y a dans cette société (Gad), une majorité de femmes, il y en a qui sont pour beaucoup illettrées, pour beaucoup on leur explique : « Vous n'avez plus d'avenir à Gad ou aux alentours. Allez travailler à 50 ou 60 km ! Ces gens-là n'ont pas le permis de conduire, on va leur dire quoi ? » Le ministre s'exprimait au micro d'Europe 1, regrettant le coût et les délais nécessaires pour ce permis.

En avril 2016, face à des syndicalistes qui simplement (voir ici la vidéo) lui demandent des comptes, M. Macron s'énerve en direct. Vexé, le « gendre idéal » se transforme très vite en « loup-garou » « Je n'ai pas de leçons à recevoir. » Et sans la moindre pudeur il ajouta « Le meilleur moyen de se payer un costard, c'est de travailler. »

Un complexe de supériorité une fois de plus démontré après sa visite dans le Pas-de-Calais au début de cette année 2017. Là, Emmanuel Macron officiellement candidat à l'élection présidentielle déclare « Dans ce bassin minier, les soins se sont moins bien faits, il y a beaucoup de tabagisme et d'alcoolisme, l'espérance de vie s'est réduite, elle est de plusieurs années inférieure à la moyenne nationale. (U) Il faut traiter cela en urgence afin de rendre le quotidien de ces personnes meilleur. » Au regard oblique de l'ancien Ministre, il nous semble prépondérant d'opposer quelques études factuelles émanant de services spécialisés, qui au demeurant concernent directement la catégorie socio-professionnelle d'où est issu M. Macron.

Décryptage d'une rhétorique

Juillet 2016, Emmanuel Macron est en marche vers la campagne présidentielle. A La Mutualité (Paris), devant un large public, notre ministre sûr de son fait pose les bases de ce que l'on pressent déjà comme étant l'assise institutionnelle de « l'entreprise Macron ». Que doit-on retenir de cette première ?

Tout d'abord, avec son « entre les progressistes et les conservateurs », notons que globalement, Emmanuel Macron s'intercale entre le discours d'investiture de Nicolas Sarkozy en 2007 et celui de François Hollande au Bourget en 2012. M. Macron est aussi libéral que le Nicolas Sarkozy de 2007 sur les questions économiques, et très proche du François Hollande de 2012 sur les questions de société. Ainsi, sur la question économique et sociale, nous pourrions presque nous risquer à une analogie entre la nouvelle coqueluche d'aujourd'hui Emmanuel Macron, et le comédien Yves Montand qui en 1984 fut mandaté pour faire accepter la contrainte budgétaire aux français. Yves Montand anima une émission de télévision spéciale intitulée « Vive la crise ». Avec le recul, cette émission « Vive la crise » semble avoir été l'un des signes avant-coureurs de l'hégémonie du libéralisme, mais aussi de la politique « bling-bling » qui engendra les Bernard Tapie, Nicolas Sarkozy, et à présent Emmanuel Macron.

Concernant les relations internationales, M. Macron reste pour l'heure plutôt énigmatique, néanmoins nous connaissons certaines de ses références, en particulier le trio va-t-en-guerre Obama, Blair, Hillary Clinton. Logiquement, l'actuel porte-parole de « En Marche », Benjamin Griveaux, pour se soustraire par la diversion à une question qui concernait les liens de « En Marche ! » avec la finance, affirma sur RMC que la plupart des candidats autres que M. Macron étaient des agents du Kremlin. La preuve de cette vision pour le moins manichéenne est apportée, insista Benjamin Griveaux, puisque « selon lui- les sites d'information russes RT et Sputnik écrivent uniquement sur Emmanuel Macron ». Cette russophobie n'est pas sans rappeler la stratégie de communication qui consiste à utiliser des mots épouvantails, en l'occurrence ici « Kremlin », afin de diaboliser les adversaires. Ce type de sophisme nous vient tout droit d'une période de l'Histoire américaine appelée « Peur rouge », qui est qualifiée fréquemment de chasse aux sorcières. Et il est certain qu'il y a toujours chez les atlantistes, des réminiscences de cette période. Par conséquent ces derniers ne peuvent appréhender le monde qu'à travers le prisme d'un rapport de force. Une résurgence de la guerre froide tout à fait visible chez M. Macron lorsqu'il déclare « Je veux réancrer monsieur Trump dans le camp de l'Occident ».

Nous avons aussi remarqué que sa rhétorique s'appuie pour l'essentiel sur des formules qui se suffisent à elles-mêmes, par exemple : (Discours de La Mutualité, 12 juillet 2016) « Il faut changer le pays » « Il n'y a pas de plus belle chose que de servir son pays » « Ce monde est ancien, il est usé, il est fatigué, il faut en changer » « Nous vivons une refondation » « Il faut un souffle nouveau » « Le moment est venu de faire des choix clairs » « Cette histoire, elle dérange. Ça arrive, j'en sais quelque chose. Parce qu'elle vient contrarier l'ordre établi, parce qu'elle inquiète le système ». Ce type de petites phrases représente bien les deux tiers de son discours. L'argumentation de M. Macron n'est jamais avare de confusion et de non-sens, notamment « révolution démocratique » Cela ne veut pas dire grand chose et c'est pourtant le titre de son dernier ouvrage.

Nous pouvons également affirmer que la contradiction est une prérogative dans le « process » Macron. Il chante, nous venons de le voir, les louanges de la Révolution et de la Démocratie, mais nous avons vu en exergue qu'il considère qu'il manque un Roi à la France. De même, il a pris ses distances avec le gouvernement Valls sur le dossier de la déchéance de nationalité, néanmoins six mois plus tard il vanta les mérites de l'islamophobe Philippe de Villiers. « Je suis pour le renouveau démocratique », dit-il à qui veut l'entendre, pourtant il y a un an sa loi travail fut imposée par le recours à l'article 49-3 de notre Constitution. Cela alors que les trois quarts des Français (74%) se disaient opposés à cette Loi. « Fillon, c'est Thatcher dans les années 80, la France mérite mieux que ça ! » s'exclame Emmanuel Macron, et pourtant dans le préambule nous avons vu qu'il confiait à la BBC que selon lui il aurait fallu Margaret Thatcher à la France. A Alger il déclare « La colonisation française est un crime contre l'humanité ». Mais cette première proposition qui rendrait la France passible du TPI est annihilée par cette injonction : « je ne regrette rien, la France a installé les droits de l'homme en Algérie, mais elle a oublié de les lire ». De fait, l'esprit néocolonial revient au galop. Dès lors comprenons une fois de plus, qu'en moins de deux minutes Emmanuel Macron est capable de changer son discours du tout au tout. Lire « Macron philosophe : ces intellectuels qui n'y croient pas ».

Voici quelques contradictions de M. Macron via twitter :

Enfin, l'auto-glorification est un ingrédient incontournable dans ses discours. Dans un premier temps il flatte son auditoire, avec des phrases consensuelles telles que « notre histoire inquiète le système », ou encore « vous êtes exceptionnelles ». Toutefois, quand nous écoutons attentivement ses discours, nous percevons très vite qu'il y a toujours l'idée d'un « retour sur investissement » chez le banquier Macron. Si au préalable, il est aussi généreux avec son public, c'est pour mieux se glorifier par la suite. En somme, dès que nous actionnons le décodeur, nous obtenons l'image suivante : « vous êtes supers parce que vous suivez un super leader ». Alors bien sûr, on nous

rétorquera que tout cela est le lot de nombreux hommes politiques. Certes, à ceci près que chez Emmanuel Macron, cette autoglorification voilée relève pratiquement du messianisme. D'ailleurs dernièrement sur RMC Gérard Filoche n'a-t-il pas comparé Emmanuel Macron à un prêcheur américain ? Et à y regarder de près, nous ne pouvons qu'adhérer à cette idée qui est corroborée par M. Macron lui-même lorsque, à ceux qui lui reprochent de ne pas avoir de programme, il répond « c'est une erreur de penser que le programme est le coeur d'une campagne électorale, car la politique c'est une magie mystique ». Et il ajoute « La dimension christique, je ne la renie pas ».

Il au point que son obsession du pouvoir tourne quelquefois au ridicule. Souvenez-vous ici, lors de son premier meeting parisien le 12 décembre dernier, de cet Emmanuel Macron surexcité, exubérant, soucieux de satisfaire ses ambitions. Voyez aussi son discours de Quimper du 16 janvier, où M. Macron sermonne Donald Trump : « Pourquoi pas nous direz-vous, mais alors à vous de juger les mots qu'il emploie : « Monsieur Trump » ou « l'Américain », « N'oubliez jamais que si vous êtes une nation libre, c'est parce que des ambitieux sont partis de ces terres avec l'amour de la liberté, avec le même rêve, le rêve français, le rêve européen. Monsieur Trump, n'oubliez jamais ce que vous nous devez. La liberté, votre existence, c'est celle de Lafayette, c'est la nôtre ». Bref, cela se passe de commentaire.

Bien qu'il soit présenté par ses soutiens comme un esprit brillant, il n'y a jamais de rigueur dans les démonstrations d'Emmanuel Macron, en aucune façon notre homme ne prend la peine de partir d'un point A pour aller vers un point B. Il faut donc oublier la précision et la notion de logique avec Emmanuel Macron. A ce jour, seule l'exaltation de la course au pouvoir semble le combler.

## Conclusion

Face à cette tentative de synthèse, il est indéniable qu'Emmanuel Macron bénéficie du soutien sans faille de beaucoup de grands médias. D'une part, certains patrons de la presse nationale affichent clairement leur préférence, d'autre part un très grand nombre de chroniqueurs vedette prennent le relais de leurs patrons en louant les mérites du candidat Macron, ce qui oriente forcément l'opinion publique. Cette quasi-unanimité dans la presse n'est pas sans rappeler le rôle que joua cette même presse à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005. Nous avons écrit en introduction qu'Emmanuel Macron « est l'incarnation de ce traité libéral », un point de vue conforté ici qui n'annonce rien de nouveau sous le soleil. De facto, cette propagande est donc surtout conforme aux attentes d'une minorité de gens liés par la richesse. Et Emmanuel Macron n'y apparaît alors que pour ce qu'il est : le faire-valoir d'une ploutocratie qui a pour objectif d'assurer ses avantages en contrôlant autant que possible le débat politique.

Le problème pour notre oligarchie hexagonale au demeurant atlantiste, c'est que le monde est encore en train de changer, et vite. La politique sécuritaire et militaire qu'a menée l'Occident s'est avérée plutôt décevante. Elle affiche un passif meurtrier et dévastateur, et nous pouvons nous risquer à penser que l'OTAN pourrait bien vivre son crépuscule dans les années à venir.

A partir de ce constat, l'escroquerie Macron ne fonctionne que si elle s'appuie sur une autre escroquerie nommée « Front national ». Grâce à la magie du « rassemblement républicain » qui se profile face à Marine Le Pen, Emmanuel Macron est ainsi pratiquement sûr de remporter l'élection présidentielle. Aussi comprenons bien que la grande force de notre système politique est de favoriser au préalable le monstre FN, de le nourrir afin qu'il soit le plus effrayant possible, et ainsi de nous offrir un chevalier blanc qui abattra la bête au printemps prochain. « Nous sommes en pleine mystique » nous dit M. Macron. Il est donc décidément très compliqué de lutter efficacement contre Emmanuel Macron. Qui plus est, il est à cette heure difficile d'imaginer comment un candidat de gauche pourrait dépasser Emmanuel Macron sans le concours du Parti socialiste. Or sur le plan de notre politique étrangère, le Parti « socialiste » a toujours été colonialiste et américanisé, et sur le plan

intérieur le pouvoir socialiste a favorisé l'émergence d'Emmanuel Macron, tandis qu'il faut bien reconnaître que les différents gouvernements de François Hollande ont sans vergogne trahi leur électorat. Un constat d'autant plus amer que malgré les résultats de la primaire, les apparatchiks Hollande, Valls, Ayrault ou encore Cambadélis, sont toujours les maîtres de la maison socialiste.

ANTICONS

Observatoire du néo-conservatisme

»» <https://anticons.wordpress.com/2017/02/27/larnaque-emmanuel-macron-de-a-a-z/>

Commentaires

01/03/2017 à 07:00 par francois

Le constat final est la dure réalité. macron crée l'illusion au temps nécessaire à briser l'élan de la FI, voir même son essence si elle se risque à négocier avec hamon.

01/03/2017 à 08:09 par bgeo

Article salutaire, Alors que tous les médias aux ordres de l'oligarchie nous le présentent comme un chevalier qui va sauver la France du chaos. E Macron est aussi voire autant dangereux que Marine Le Pen. La propagande des médias cache volontairement par des sondages truqués l'influence de la FI et de JLM, car il faut à tout prix qu'il ne parvienne pas au 2 T. J'espère que nous aurons la même agréable surprise qu'en 2005 avec le traité constitutionnel sur l'Europe ou le oui était donné largement gagnant dans les médias et c'est le non qui l'a emporté. Sinon ça sera le chaos assuré.

01/03/2017 à 10:28 par lecrabe

L'arnaque est en marche et malgré les cris d'orfraie de nos médias après l'élection US, force est de constater qu'il nous remettent le couvert à domicile : éviction des réseaux militants progressistes Sanders-Mélenchon, promotion éhontée du candidat des banque Clinton-Macron, colifichet d'extrême-droite agité frénétiquement Trump-LePen.

Bien.

Nous pouvons sûrement nous attendre à ce que les mêmes méthodes produisent les mêmes résultats.

La force de Macron, c'est 2 choses : d'une part l'action performative du discours et de la prophétie auto-réalisatrice du système médiatique : Macron est génial, parce qu'il est génial, et comme il est génial, on le trouve génial, on dit qu'il est génial et tout le monde le trouve donc génial... Cette circularité qui frise le néant n'est pas un handicap pour ce pantin bombardé dans les hautes sphères du pouvoir par ses amis richissimes tant qu'il n'est pas mis en contradiction avec d'autres politiques et qu'il peut dérouler ses phrases creuses à l'envi et les voir relayées avec empressement par les médias.

D'autre part, Macron s'adresse via les médias de masses aux masses dépolitisées, et elles sont nombreuses. Jusqu'ici je croyais vraiment à l'enfumage médiatique, je ne connaissais personne qui "voterait" Macron. Et puis bim, j'apprends que mes frangines et mes beaufs ne sont pas indifférents aux sirènes macroniennes .

Las, on aura beau se démener, écrire, lire et partager de bons articles sur la vérité du candidat Macron, j'ai peur qu'en définitive nos petits réseaux de citoyens militants ne soient qu'une goutte d'eau face à tous ces citoyens le nez dans le guidon pour joindre les deux bouts au quotidien qui n'ont de connaissance politique que ce que Pujadas et BFMTV veulent bien leur servir le soir pendant la soupe.

A l'heure des grandes interrogations qui passionnent les médias - Mélenchon et Hamon doivent-ils s'allier ? La droite du PS va-t-elle entièrement quitter le navire pour rejoindre le premier de la classe

? Fillon et LePen vont-ils finir en taule avant l'élection ou après ? - se profile la défaite cuisante en rase campagne : la FI à 10% et un deuxième tour Macron-LePen des plus écoeurant. Les dés étant pipés une candidature au sein de ce système rongé par la pourriture jusqu'à l'os est-elle vraiment la réponse adéquate pour la défense des plus démunis ? Ne serait-on pas fondés à défier ce système électoral qui n'a plus rien de démocratique : neutralisation des "petits candidats", inégalité du temps de parole, absence de pluralisme, parti-pris médiatique ? Ne devrait-on pas plus simplement tenter d'empêcher ces élections tant qu'elles ne respectent pas un tant soit peu les principes fondamentaux de la démocratie ?  
01/03/2017 à 10:31 par D. Vanhove

Voici ce que j'en écrivais il y a peu :  
"Pour ajouter au trouble, E. Macron □ coqueluche du petit monde médiatique le présentant comme l'incarnation d'un vrai changement □ est un autre mirage. Déclarant pour sa part, ne se situer ni à gauche ni à droite, avec sa gueule de play-boy ce jeune fringant, sans programme réel, poussé par J. Attali □ autre spécimen de la gauche caviar □ n'est qu'un pur produit du système qu'il affirme vouloir changer. Et ce système dans lequel il a fait carrière se situe bien à droite, au cœur de l'une des plus grosses banques mondiales, dont tout le monde sait qu'elles n'ont aucun atome crochu avec les projets d'une vraie gauche. E. Macron, c'est le Cheval de Troie de la droite, et les appuis qu'il reçoit □ dont celui de P. Gattaz, patron du Medef □ le confirment définitivement. Le seul avantage de sa candidature est qu'elle révèle ses soutiens d'une soi-disant gauche pour ce qu'ils sont : de droite ! Sans oublier ses positions en politique étrangère, tout aussi désastreuses que celles de B. Hamon. Face à ce fatras, une partie de l'électorat est perdue."

l'article complet est ici : <https://www.legrandsoir.info/election-presidentielle-francaise-au-dela...>  
01/03/2017 à 11:36 par jean naimarre

bonjour,

E. Macron me semble parfaitement incarner la ploutocratie ambiante qui veut d'un candidat "idiot" et manipulable, afin de contrôler la masse qui doit l'élire. La période que nous traversons est propice à ce genre de manœuvre, quand le capitalisme vacille il lui faut une girouette (ni droite ni gauche comme le prétend Macron) pour garder "un certain équilibre". Ce candidat c'est le vide incarné, un imposteur comme il en existe tant parmi les bourgeois et autres aristocrates de ce siècle qui sont les mêmes que ceux du siècle dernier, débitant des propos qui ne visent qu'à garantir le confort de leur classe. Les médias alignés ne font que reproduire en écho le phénomène afin de poursuivre le même but : maintenir le statu quo pour que rien ne menace les intérêts de la classe qu'ils représentent. Mais que font les philosophes et autres penseurs qui devraient déverser une critique totale et limpide de ce système et de ses pratiques, ils ne sont pas certainement pas chez les médias alignés qui bénéficient d'une large écoute.  
01/03/2017 à 17:12 par Assimbonanga

Oui, Macron est bien le playmobil président. Il en possède toutes les caractéristiques.  
01/03/2017 à 18:23 par François

@bgeo

Moi aussi je me demandais comment on pouvait voter Macron, jusqu'au jour où un collègue m'a dit qu'il le trouvait intéressant...  
Le problème est que les vraies sources des problèmes, que nous connaissons bien ici (même si on n'est pas toujours d'accord sur les détails), sont si bien dissimulées par les médias mainstream et les

citoyens lambda sont devenu tellement fignants du point de vue intellectuel qu'il suffit d'être un peu mise en bouteille par les médias pour que ça accroche. Arte à offert à Macron, alors qu'il était au ministère, une vitrine de pas loin d'1 heure à Macron. Plus grave, il ne s'exprimait pas sous la casquette d'un politique engagé mais d'un expert en économie. Des émission comme ça, ça peut faire mouche sur les esprits faibles qui ne connaissent pas clairement la réalité des choses. L'autre problème est que les gens détestent qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire et ils détestent encore plus qu'on leur dise qu'ils se trompent. Comme ils se sont laissé convaincre par des balivernes, c'est dur de faire marche arrière. Et personnellement, si je devais tenter de convaincre un pro macron, je risquerais d'apparaître ultra hautain tellement ça me paraît crétin d'imaginer un seul instant de voter pour lui.

01/03/2017 à 18:25 par François

Oups, erreur, c'était pour le crabe mon message...

01/03/2017 à 21:40 par alain harrison

Bonjour.

C'est malheureusement remarquable comme une simple phrase résume à elle seule l'état des lieux :

« « Français. Ces derniers sont-ils devenus amnésiques au point d'oublier la caste de banquiers dont il est issu ? » ou plus simplement bénéficie-t-il d'une répétition de messages favorables dans les médias ? » »

Il y a des évidences qui montent l'état lamentable de l'esprit du peuple, et certains aspects de la politique dont les promesses électorales, que la plupart accepte comme simple tactique de bon alois dans la joute électorale.

Au Canada, l'élection de Trudeau est une nouvelle démonstration du néo-libéralisme (conservateurs libéraux interchangeable, ils ont les mêmes valeurs, comment résumé ou synthétisé : \$\$\$\$\*), les 12 travaux de Trudeau renié systématiquement, le véritable agenda. Le pêche a été bonne. Un clone de Hollande, comme Tsipras, et sans doute Eglezias (Podemos !?).

La gauche a des graves problèmes : elle est plombé dans ses contradictions, ses valeurs sont difficiles à cerner, elle renonce a des solutions parce qu'elle n'est pas capable de les articulés (ne parlons même pas d'articuler adéquatement et efficacement....) avec la théorie marxiste matérialisme (elle ignore le concept du su et non su, Korzybski), les militants devraient s'instruire et arriver au XXIe siècle pour mettre à niveau le marxisme,.....ceci n'est pas exhaustif.

Nous qui croyons en la possibilité d'une alternative à ce système dangereux, à ne pas douter avec Trump, la guerre multidimensionnelle sera relancée, Le Peuple Vénézuélien connaîtra bientôt une nouvelle offensive, elle est déjà commencé de l'intérieure, d'ailleurs Obama a mis le scénario en place (le Venezuela un DANGER .....).

Ceux qui attendent une réponse réelle de la part du communisme socialisme internationale, même de la part du PCE, qui est lui-même démagogique.....Seul le Peuple organisé, et c'est notre devoir, chacun a sa manière, d'une part de nous réveiller nous-même sur les moyens et d'inciter les militants, les syndiqués es impliqués, les regroupements sociaux de participer au réveil de la Population, d'avertir la classe moyenne qu'elle a la balance du pouvoir et qu'elle peut amorcer le changement.

C'est ici que la vision d'ensemble et le questionnement sont nécessaires.

01/03/2017 à 21:47 par T 34

Le PS a deux candidats : Hamon pour faire perdre Mélenchon et Macron pour gagner les élections.

PS : <http://programme-macron2017.fr/>  
01/03/2017 à 22:06 par millesime

Disraeli premier ministre britannique (20/02/1874 - 21/04/1880) disait : "Le Monde est dirigé par toutes autres personnes que ceux qui nous gouvernent" ..!

Les Etats profonds décident, ordonnent aux dirigeants qu'ils ont choisi ...si cela ne se passe comme souhaité ....Kennedy !..le Watergate, Clinton (Lewinsky)..et guerre en Yougoslavie....à .voir ce qui va se passer pour Donald Trump ?

02/03/2017 à 09:00 par CN46400

Fillon c'est fini, Son maintien ne servira plus qu'à fixer un électorat de la droite traditionnelle afin d'éviter un glissement massif vers LePen.

La bourgeoisie, qui n'a plus qu'une solution viable, soutient désormais massivement Macron. Les chevaux légers, qui ont lancé la manoeuvre il y a six mois, sont désormais rejoints par la cavalerie lourde des arrivistes de droite comme de gauche.

On va enfin revenir à la « grande coalition », qui vit ses derniers moments en Allemagne, et que De Gaulle avait éliminé en 58 en France. Alors plombée par la décolonisation (Indochine et Algérie), cette « combinaison » a, désormais, une autre objectif : améliorer le taux de profit du capital, et c'est, évidemment, les prolos qui vont être conduits vers le bassin pour y cracher leurs petites économies et à allonger, pour ceux qui ont un emploi, le temps du « chagrin » de l'exploitation capitaliste.

Au passage, le 17 mars, fermeture de la fenêtre des parrainages, la ligne de fracture interne au PS, entre « Hamonistes » (socialistes traditionnels) et « Macronistes » (vallso-hollandais) sera actée et les contacts Hamon-Mélenchon-Laurent reprendront...Objectif : décrocher une place au 2<sup>e</sup> tour !

02/03/2017 à 10:04 par D. Vanhove

@a.harrison : "Seul le Peuple organisé, et c'est notre devoir, chacun a sa manière, d'une part de nous réveiller nous-même sur les moyens et d'inciter les militants, les syndiqués es impliqués, les regroupements sociaux de participer au réveil de la Population, d'avertir la classe moyenne qu'elle a la balance du pouvoir et qu'elle peut amorcer le changement.

C'est ici que la vision d'ensemble et le questionnement sont nécessaires."...

en théorie, vous avez fondamentalement raison, mais en pratique y croyez-vous...? c'est ss doute le plus difficile à réaliser... et les tenants du pouvoir le savent...

on a vu des mouvements de ce genre poindre un peu partout ces dernières années, mais retomber assez vite par la suite, pour diverses raisons, quand certains de leurs initiateurs ne se font pas récupérer par le système...

le seul qui me paraît aller dans ce sens et d'inciter "le peuple" à "se réveiller... pour amorcer le changement" c'est JLM... mais voyez les obstacles qui lui sont mis en travers, et les difficultés de convaincre massivement "le peuple" dont il faudrait d'abord se mettre d'accord sur la définition, tant elle est fluctuante en fonction de celui qui l'utilise... et tant "le peuple" est irréductible et prompt à basculer d'un côté à l'autre selon les courants...

02/03/2017 à 13:27 par va savoir

Je salue votre lucidité ; le scénario est très clair : Macron Président !

Et ce scénario est mené par l'Union Européenne aux ordres et soutenue par les USA (pas Trump, mais l'"état profond" qui après avoir perdu ses élections territoriales ne se laissera pas damner le pion en Europe)

Destruction de la droite (Fillon - variante "acceptable" -> Juppé)

Destruction du candidat FN

Reste Mélenchon et deux mois pour le neutraliser ce qui sera fait, d'une manière ou d'une autre

Quelques éléments supplémentaires à recouper :

1) la France est toujours en état d'urgence

2) <https://www.legrandsoir.info/france-vous-devez-transmettre-vos-donnees...>

évidemment, tout sera bouclé AVANT les élections présidentielles

3) Le Conseil constitutionnel a dévoilé mercredi la liste des premiers élus à avoir parrainé un candidat à la présidentielle

<https://fr.sputniknews.com/france/201703011030287443-presidentielle-candidat/>

Le candidat de la droite François Fillon, qui dispose sur le terrain d'un puissant réseau de soutien, a été le premier et le seul à ce stade à franchir la barre des 500 signatures requises, avec 738 parrainages.

n comprend qu'il soit nécessaire de l'éliminer / remplacer.

Pour la première fois cette année, en vertu d'une loi d'avril 2016, les noms de tous ces « parrains » seront connus : ils seront publiés en continu sur le site du Conseil, les mardi et vendredi, durant trois semaines, à l'exception de la dernière liste qui sera publiée le samedi 18 mars.

ceci pour décourager les élus de parrainer le FN.

4) Google oriente la campagne électorale française (s'alliant à nos meilleurs médias)

<https://www.voltairenet.org/article195486.html>

Google News Lab et le European Journalism Center (EJC) coordonnent, depuis le 28 février 2017, des sociétés françaises et étrangères pour la durée de la campagne électorale présidentielle française.

Les deux organisations s'appuient sur l'expérience de ProPublica, qui a orienté les médias contre Donald Trump lors de la campagne électorale états-unienne.

suit la liste des dites sociétés...

Inutile de revenir sur Decodex.

Le fascisme n'est pas à notre porte, le fascisme est déjà là, au cœur de nos institutions.

03/03/2017 à 06:39 par alain harrison

Bonjour M. D. Vanhove

Je suis parfaitement d'accord avec vous, et je vois cela comme une mission impossible. Mais nous devons persister à notre échelle, moi je suis seul devant mon ordi. Je participe seulement aux grandes manifestations et j'essaie de transmettre l'idée que le revenu de base ou le salariat de M. Friot lié aux coopératives autogérées à temps partagé est possible, mais il faut y réfléchir sérieusement, voir les obstacles et concevoir des solutions, mettre de l'énergie sur les solutions, un coup que les obstacles ont été vus. Mais j'ai mes limites et je préfère rester à mon niveau de compétence (en tout cas j'espère), parfois je vais plus loin, un peu comme le peintre qui fait des croquis et je rectifie. Voilà pour moi.

Mais, il y a des expertises probantes, je pense à la cotisation et au salariat de M. Friot, je crois que les communistes, s'ils se mettent à niveau y verront une solution pour ceux qui ont et qui basent leur dignité sur le travail. Le coopératisme est la réponse à l'exploitation dans la mesure que le coopératisme des uns ne sabordent pas le coopératisme des autres.

Comment toucher la population, et bien en continuant de montrer et démontrer les solutions versus le système et ses stratagèmes.

Ceux que twitt ou sur google peuvent transmettre.....faire des liens.....exposer sommairement les solutions.....indiquer des articles comme « Qui sauve qui ? » Un article percutant (CADTM). Et les gadgets électroniques (marketing et nouvel application) font notre époque du consumérisme jetable, encore une NOUVEAUTÉ, le mot symbole, le mot phare, le dernier à la mode, et pourtant qui dat, la nouveauté, le mot clef, il s'agit de le dire pour attirer foule. le dernier petit nouveau, le SNAPCHAT accolé à NOUVEAUTÉ, et ça marche. Pourquoi ?

Voir le chapitre 1 de..... C'est tout comme les élections, le PS va repasser la rengaine....et en passant, le revenu de base est démonisé par , il semble que c'est la trappe à nigaud du néo-capitalisme, une certaine gauche contre une autre gauche.....

Krishnamurti : le tigre qui chasse le tigre qui chasse.....

Voir :

25 février 2017

Plan Mélenchon : l'"extrême-gauche" doit choisir...!!

Extrait :

« « « Mais parmi les supposés « ennemis » de la loi El Khomri et du RU, on trouve principalement les tenants d' »extrême-gauche « de la revendication des 32 heures » »

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2017/02/19/combattre-le-capital-o...&nbsp;» » »>

<https://www.legrandsoir.info/plan-melenchon-l-extreme-gauche-doit-choisir.html>

Voici le dernier de mes commentaires que j'ai laissé sur

<http://patrick-le-hyarc.fr/les-citoyens-ont-les-clefs-dun-nouveau-sce...>

Je m'excuse pour la longueur

alain harrison

3 mars 2017 à 5 h 03 min

En ce qui concerne la Russie, nous devons établir des liens citoyennes travailleurs. Ici, l'affaire est délicate, complexe et difficile tant la Russie est difficile à saisir, un complexe : état de droit, autoritaire, oligarchie...S'agissant du communisme, de quoi parle-t-on ? D'une théorie, d'une dialectique, d'une idéologie, d'une politique, d'un parti éclaté, d'une clientèle ciblé, des travailleurs et de quels travailleurs....

La Chine de Mao demeure un système autoritaire fort qui se construit sur le modèle production forcé et le développement d'une classe moyenne à tendance consumériste...Et a ces milliardaires 1%. Ils ont poussé durant la nuit.....

Mais restons en Russie.

Ce sera pas de la tarte de savoir avec quelle instance citoyenne travailleur, on fait affaire.

Déjà, qu'en France on ne sait pas de quelle gauche il s'agit.

Peut-être que les élections présidentielles et législatives feront la lumière une fois pour toute.

Seulement ça, sera une victoire pour la gauche qui, enfin, pourra s'aligner.

On ne peut pas mentir tout le temps à tout le monde.

Au moins, nous avons une bonne compréhension du système néo-libéral. (CADTM, Attac.....)

La gauche est vraiment éclaté, mais nous savons au moins deux choses : les communistes ou la gauche radicale qui prône le prolétariat (les travailleurs, du moins une tranche) et les gauches que je qualifie de gauche clientéliste, dont fait parti le PCF de M. Laurent et que peut-être se ralliera au PS sous le prétexte de contrer le FN, pour permettre le retour de l'UMP qui a changé de nom pour le LR. Un stratagème des compagnies qui font faillite, changer de nom (il y en a bien d'autres, comme se vendre entre elles), à une époque difficilement retraçable, est-ce si différent aujourd'hui ?

Mais ce système a un talon d'Achille : les 4 sorties, ZUT, 5...À quand 6....

Vous savez dans le langage codifié (Israël) le chiffre 6 est le chiffre de l'homme, et le chiffre 4 symbolise la porte, ou le tombeau.

De l'arbre de vie au schéma corporel ou le Symbolisme du corps humain Broché □ 1 janvier 1974  
(précision : éditions Dangles. 1977. ISBN 2-7033-0179-0)

de Annick de Souzenelle

Un livre qu'il vaut la peine de lire (à temps perdu). La première édition (281 p) et non la deuxième édition.

Ce qui fait de cet ouvrage, un document de référence est le travail méthodique de l'auteur et les sources.

Je dirais que les 4 sorties représentent la tombe (système) et que les 4 sorties (non accomplis) plus les deux traités, ne soyez pas naïf ,TAFTA reviendra sous une autre forme.

Donc  $4 + 2 = 6$  le chiffre de l'homme, mit en terre.

Voyez-vous, les symboles, on peut leur faire dire bien des choses, il s'agit de trouver les éléments (ici les 4 sorties□□.) et les amalgamés dans une logique symbolique. Ici la lettre hébraïque.

L'histoire des religions origine du paganisme, dont la sophistication des symboles a permis l'affranchissement. Il s'agissait de permettre le chevauchement du mythe sur l'histoire pour légitimer la croyance en religion. C'est une façon de synthétiser que j'improvise à ce moment-ci.

« « « La vision globale de l'histoire est possible aujourd'hui, la pensée synthétique est un outil puissant.

C'est mon opinion, pour vous. » » »

03/03/2017 à 11:30 par sahb

Macron : sortir un type nul du néant et le faire élire président !

04/03/2017 à 08:24 par cunégonde godot

shahs :

Macron : sortir un type nul du néant et le faire élire président !

M. Macron n'est pas nul ! Au contraire. Non seulement il est suffisamment intelligent pour la fonction à laquelle il se destine, mais il est très bien entouré et supporté quasi inconditionnellement par l'ensemble du système euro-mondialiste.

Mais M. Macron a-t-il de vrais adversaires ? Tous ceux qui prétendent le combattre, à gauche p.ex., sont peu ou prou ligotés par leurs contradictions (européistes entres autres : ils ne croient pas davantage que Macron à l'avenir de leur pays, à son prolongement historique), et par-là ont tellement peur d'être étiquetés "populistes" par l'Inquisition médiocratique (en vérité, la classe sociale à laquelle ils appartiennent) qu'ils ne risquent pas d'être entendus distinctement par l'électorat d' "en-bas"...

04/03/2017 à 09:48 par Assimbonanga

Comparé à Sarko ou Hollande, Macron est infiniment plus doué. Il est le candidat idéal pour le job. En plus de ça, super adaptable et apprenant très vite. Ses cours à 500 euros de l'heure avec son coach chanteur portent des fruits à vitesse grand V.

Heureusement, le coach reconnaît à Mélenchon un talent inné tandis que Hamon est qualifié par lui de terne et emmerdant . Allons, peuple de France, nous avons un atout avec ce Mélenchon. Sachons le voir !

04/03/2017 à 10:12 par legrandsoir

"Chômage. Macron promet un « filet de sécurité » universel". Information exacte si l'on enlève le mot superflu : "sécurité".

Macron prépare en effet un filet pour les chômeurs.

\*\*\*\*\*<https://audelancelin.com/2017/04/20/emmanuel-macron-un-putsch-du-cac-40/>

On 20 avril 2017 par Aude Lancelin

Comment le candidat d'« En marche ! » a été entièrement fabriqué par des médias entre les mains du capital, et pourquoi il est encore temps de résister à ce coup de force.

C'était à la fin de l'été dernier, je venais de rendre le manuscrit du « Monde libre ». Mon regard errait devant les images de BFM TV, dans les vestiges d'une canicule parisienne achevée il y a peu. C'est alors que je compris brutalement que l'année 2017 serait terrible, et que la présidentielle à venir ne ressemblerait à rien de ce que ce pays avait connu jusqu'ici. La première chaîne d'informations en continu du pays, fleuron du groupe Altice-SFR détenu par Patrick Drahi, n'avait pas lésiné sur les moyens en ce 30 août 2016. Le tout pour couvrir un événement considérable, imaginez du peu : la démission du ministre de l'économie d'un jeune baron du hollandisme encore quasi inconnu du public deux ans auparavant. Un scoop d'importance planétaire, on voit ça, qui valait bien la mobilisation générale de toutes les équipes de la chaîne détenue par ce milliardaire français issu des télécoms. L'étrange spectacle qui s'étalait sur les écrans du pays ce jour-là, c'était un chérubin en costume-cravate s'échappant du ministère de Bercy en navette fluviale pour remettre sa démission à l'Élysée, poursuivi par les caméras de BFM TV, le tout dans le style flouté et distant caractéristique de la paparazzade, de l'image arrachée à l'intimité d'une personnalité livrée bien malgré elle à la convoitise des foules. Comme l'Hyppolite de Racine, le futur ex-ministre en question, qui n'était autre qu'Emmanuel Macron, semblait ainsi être saisi par surprise en train de « traîner tous les cœurs après lui » sur la Seine, dans une étrange séance de ski nautique géant national. Ce que le téléspectateur ignorait à ce stade, c'est que ce sont les cœurs des patrons du CAC 40 qui battaient la chamade pour lui depuis déjà un petit moment, et que tous avaient un plan pour la France : porter à la Présidence de la République le chérubin si compréhensif aux doléances du capital. A ce stade il n'était rien, mais ça n'était pas un problème. Ses Geppetto, les poches pleines de billets et les rédactions pleines de journalistes, étaient prêts à en faire tout.

La scène, totalement surréaliste, m'est toujours restée en mémoire. De même que la surexcitation des commentateurs en plateau, chargés de faire mousser le non-événement, et de faire passer la dérisoire péripétie pour un événement susceptible de casser l'histoire du monde en deux. Ce jour-là, oui, j'eus le pressentiment que nous nous apprêtions à vivre une opération de propagande d'une dimension et d'une nature tout à fait inhabituelles. Une blitzkrieg médiatique à côté de laquelle les éditoriaux érotiques du « Monde » en faveur d'Edouard Balladur en 1995, ou les tribunes culpabilisatrices de « l'Obs » ou de « Libération » pour faire gagner le « Oui » en 2005, ne furent que de dérisoires et fort rudimentaires précurseurs. L'équivalent d'une longue-vue d'amiral de l'armée des Indes par rapport à un satellite d'observation de l'actuelle US army, pour prendre une comparaison d'ordre militaire.

Capture d'écran 2017-04-20 à 22.30.33.png

Il est certain en effet que la situation dans les médias s'est spectaculairement dégradée depuis ces années là, jusqu'à faire chuter la France au 45ème rang du classement 2016 de la liberté de la presse établi par « Reporters sans Frontières », quelque part entre le Botswana et la Roumanie. Le tout à cause, contentons-nous de citer l'organisme international sur ce point, « d'une poignée d'hommes d'affaires ayant des intérêts extérieurs au champ des médias qui ont fini par posséder la grande majorité des médias privés à vocation nationale. » Jamais une situation pareille de mainmise quasi totale sur la presse ne s'était vue en France depuis 1945. De sinistre mémoire, le quinquennat Hollande restera du reste comme celui de la victoire par KO du capital sur l'indépendance des rédactions. Le candidat PS s'était fait élire aussi sur la promesse de relever les seuils anti-concentration dans ce domaine. La loi naine dont son règne accouchera fin 2016, dite « Loi Bloche

», s'empressera d'enterrer la chose au profit de la mise en place de dérisoires « chartes éthiques » censées garantir la liberté des journalistes. Autant fournir de simples casques de chantier pour protéger des salariés travaillant en zone irradiée. A rebours de ses engagements, François Hollande favorisera en 2015 le rachat de titres historiques comme « Libération » et « l'Express » par Patrick Drahi, géant des télécoms, connu pour ses emplettes par effets de levier hautement destructrices d'emplois, et son contorsionnisme invétéré en matière fiscale. C'est également sous ce quinquennat qu'aura lieu la prise de contrôle du groupe « Canal+ » par Vincent Bolloré avec les conséquences sinistres que l'on sait. Ou encore le rachat en 2015 du « Parisien » par Bernard Arnault, déjà propriétaire des « Echos » et premier annonceur publicitaire de la presse, bien connu également pour son progressisme social, sans parler de sa sympathie pour le populo. Mais aussi, après l'absorption en 2010 du quotidien « le Monde » par un trio d'investisseurs emmené par Xavier Niel, ogre concurrent des télécoms, l'avalement par ce même groupe de la quasi totalité de la presse social-démocrate mainstream, avec le rachat en 2014 de « L'Obs », là encore surveillé comme le lait sur le feu par le président de la République.

Ainsi ce dernier pensait-il encore, début 2016, en dépit de sa popularité exécrable, avoir mis autant d'atouts que possible de son côté pour la reconquête de son fauteuil présidentiel. Las, c'était sans compter sur Emmanuel Macron, le polichinelle que lui avaient mis dans le tiroir ses nouveaux amis du CAC 40. Avec son consentement, c'est là toute la perfection de la farce. Il y a quelque chose de biblique dans le châtement d'un Président qui, après avoir renoncé à faire de la finance son ennemi, confia à celle-ci sa politique économique, et se vit poignardé dans le dos par elle, jusqu'à devoir désormais escorter publiquement ses ambitions élyséennes. Plus précoce que sa dupe élyséenne, il y a des années que Macron plaçait ses pions auprès des géants des médias. Déjà lorsqu'il était banquier d'affaires chez Rothschild, le protégé d'Alain Minc avait conseillé le groupe Lagardère pour la vente de ses journaux à l'international. Excellentes aussi, les relations entretenues par Macron avec le sulfureux patron de Canal+, Vincent Bolloré, dont on connaît la passion pour les démocrates africains et l'indépendance des rédactions. L'ambitieux ne s'en était nullement caché auprès du journaliste Marc Endeweld, auteur de « L'Ambigu monsieur Macron » (Flammarion). Très étroites également, celles qu'il a avec le fils de ce dernier, Yannick Bolloré, PDG d'Havas, géant de la communication mondiale. Avec le groupe de Patrick Drahi, c'est carrément la love story à ciel ouvert, même si en période électorale les pudeurs de carmélite s'imposent. Ainsi le Directeur général de BFM TV est-il régulièrement obligé de se défendre de faire une « Télé Macron », sans convaincre grand monde, tant les affinités électives sont en effet avérées entre le candidat à la présidence et l'entité Altice-SFR Presse. Lorsque Martin Bouygues et Patrick Drahi s'affronteront pour le rachat du groupe SFR, c'est Macron lui-même, alors secrétaire général de l'Elysée, qui jouera un rôle décisif en faveur de ce dernier. Et en retour, lorsque celui-ci décidera de se lancer dans la course à la présidentielle fin 2016, on ne tardera pas à voir rejoindre son équipe comme conseiller aux affaires économiques l'ancien banquier Bernard Mourad, hier encore directeur d'Altice Media Group, à savoir SFR Presse. C'est du reste « Challenges » qui sortira cette dernière information, le magazine aujourd'hui encore dirigé par Claude Perdriel, autre organe fervent de la macronôlatie. Un agenouillement public à la fois si étouffant et si peu contestable que même ses rédacteurs, peu soupçonnables de déviances gauchistes, s'en plaindront sous la forme d'un communiqué de leur Société des Journalistes.

C'est toutefois avec Xavier Niel, à qui le même Perdriel revendit l'Obs en 2014, que les relations avec le candidat Macron sont devenues au fil du temps carrément torrides. Entre capitalistes qui s'assument, désirant pour la France un destin de « start up nation », peuplée de benêts rêvant de devenir milliardaires, c'est peu de dire que le courant passe. Alors même qu'un reportage diffusé au 20 heures de France 2 annonçait début 2016 que le patron de Free s'appêtait à financer les ambitions de l'autre, Niel est devenu plus taiseux sur la question. Difficile en effet d'admettre publiquement pour l'homme fort du groupe « Le Monde » son degré de proximité avec le candidat d'En Marche!, alors même que beaucoup accusent déjà le quotidien du soir d'être devenu le bulletin

paroissial du macronisme. Interrogé sur LCP le 16 mars dernier, à peine Niel consentira-t-il à admettre que deux candidats pourraient convenir à ses convictions libérales, à savoir Emmanuel Macron et François Fillon. Un second choix qui ne surprendra que ceux qui ignorent que le candidat LR est l'homme qui lui accorda en 2009 la quatrième licence de téléphonie mobile, dans des conditions toujours restées opaques.

Etrangement, le programme de Jean-Luc Mélenchon semble aujourd'hui résonner beaucoup moins favorablement aux oreilles de Xavier Niel, qui le comparait même dans une récente interview accordée au « Temps » à celui de Marine Le Pen. Exactement ce que font les éditorialistes du « Monde » à longueur de semaines – simple communion de vues, vous expliquerez les journalistes du quotidien, dont la perspicacité semble hélas souvent peu en rapport avec la fonction revendiquée de vigie démocratique. Une sorte d'« harmonie préétablie » qui arrange décidément tout le monde. Pour le dire avec les mots de Leibniz : la « substance » actionnariale n'affecte qu'elle-même – c'est-à-dire qu'elle ne passe, par exemple, jamais de coups de fils. Et cependant, toutes les « substances » journalistiques qui oeuvrent sous ses ordres semblent interagir causalement avec elle – c'est-à-dire par se mettre comme par enchantement à son exact diapason. N'y a-t-il pas là une merveille tout à fait étonnante à étudier pour l'esprit ?

Lui aussi actionnaire du groupe « Le Monde », le milliardaire du luxe Pierre Bergé, n'aura pas réussi à s'abstenir de tweeter sa fougue macronienne pendant la campagne. « J'apporte mon soutien sans la moindre restriction à Emmanuel Macron pour être le président qui nous conduira vers une sociale-démocratie », lira-t-on ainsi le 30 janvier. Là encore, les journalistes du quotidien se sont contentés de détourner le regard. Trop occupés pour certains à scruter les atteintes oligarchiques à la liberté d'expression chez nos voisins. Une imprudence due au grand âge, entend-on mezza voce au « Monde », sans que rien permette de dire hélas que ce jugement soit un simple effet de la terreur subie. La facilité, et en réalité aussi le bon sens, pousseraient à penser que les journalistes, sous le joug de leurs bailleurs de fonds n'osent plus bouger une oreille. La réalité est hélas plus complexe. Certains d'entre eux crèvent de peur, c'est un fait. Beaucoup d'autres en revanche ne sentent même pas le poids de leurs chaînes. Ils pensent réellement qu'entre la finance à face de chérubin et le lepénisme à visage féminin, il n'y a plus rien à choisir, à penser, à tenter. Ils ont du reste souvent été sélectionnés pour cette aptitude-là, cette étonnante faculté à faire sien ce qu'on vous commande de penser, cette soumission anticipée aux desideratas actionnariaux qu'il serait en effet malséant d'avoir ne serait-ce qu'à énoncer.

La presse n'ayant quoiqu'il en soit pas été très empressée à fournir la Carte du Tendre permettant de s'orienter dans les relations entre Macron et les tycoons français, les lecteurs vraiment obstinés auront dû se contenter durant toute cette campagne de rabouter des petits cailloux épars. Une enquête particulièrement bien informée de « Vanity Fair » sur la reine de la presse people, Michèle Marchand dite « Mimi », levait début avril un coin du voile sur les dîners privés organisés entre Xavier Niel et le couple Macron un an avant la présidentielle. « Quand lors d'un dîner avec les Macron, j'ai entendu Brigitte se plaindre des paparazzis, explique ainsi tranquillement Niel à « Vanity Fair », je lui ai naturellement conseillé Mimi. » Et la journaliste Sophie des Déserts de préciser que c'est le patron du groupe « Le Monde » qui organisa la rencontre à son domicile. Un hôtel particulier du Ranelagh, où il réside avec la fille de Bernard Arnault, patron de LVMH et autre grand fan du petit prince Macron, dont le CAC 40 voulait faire son loyal gérant élyséen.

Pourquoi aucun grand titre de la presse n'a-t-il trouvé utile d'enquêter sur ce genre de connivences menaçantes ? Pourquoi a-t-on eu au contraire l'impression étrange d'assister pendant toute cette campagne à un putsch démocratique au ralenti, avec un terrible sentiment d'impuissance ? Davantage qu'une intuition, c'est une certitude : si Emmanuel Macron devait être élu à la Présidence de la République, on se réveillerait en mai avec une nouvelle nuit du Fouquet's, des

révélations feuilletonnées sur toutes sortes de grands donateurs, des histoires de premier cercle rappelant les pires heures du sarkozysme, de collusions d'une ampleur inédite entre très gros intérêts industriels, médiatiques et financiers. Partout l'argent rode autour de cette candidature, tout le monde le sait. Lorsque les conditions concrètes qui ont présidé à cette mise sur orbite sortiront enfin dans la presse, post festum, car elles finiront par sortir, ces choses là finissent toujours par sortir, les Français n'auront alors plus que leurs yeux pour pleurer. Entre temps, l'ISF sur les grands patrimoines financiers aura été supprimé, le code du travail ravagé à coups d'ordonnances, les services publics sévèrement amputés, les dividendes toujours mieux reversés. Un véritable continent oligarchique est là encore à demi-englouti, prêt à surgir sous nos yeux le 8 mai prochain, et personne n'a jugé bon jusqu'ici de le dévoiler aux citoyens. Surtout pas ceux dont c'est en théorie le métier, à savoir les journalistes. Au moment où ces lignes s'écrivent j'aperçois la pétition d'absurdité que celles-ci recèlent : comment la presse entre les mains de ces messieurs pourrait-elle enquêter sur sa propre nocivité et a fortiori sur la leur ?

Un tableau complet de l'ahurissante endogamie macronienne des médias français exige bien sûr pour finir de mentionner la dizaine de couvertures sur Macron réalisées en deux ans et demi par mon ancien journal, « l'Obs », titre historique de la deuxième gauche également tombé dans les mains de Niel et ses associés à la faveur de l'effondrement de la valeur des médias depuis la fin des années 2000. Pendant ce temps, une seule « Une » consacrée à Mélenchon, candidat pourtant surreprésenté chez les jeunes et les intellectuels, dont ce journal aurait eu terriblement besoin pour survivre en cette période, et retrouver un peu de son lustre passé. Une autre à Hamon, candidat pourtant officiel du PS. Un éditorial sidérant publié à quatre jours du scrutin appellera carrément les lecteurs à voter Macron, en contravention flagrante avec le pluralisme de gauche revendiqué depuis toujours par la direction du journal. On ne pourra décidément pas dire que le job n'aura pas été fait manu militari pour dégager la route à celui-ci. On ne pourra pas dire que tous les helps milliardaires de la place ne se seront pas mis en marche, et même en déambulateurs, pour le gandin aux envolées oratoires poussives. On ne pourra pas dire que tous les moguls des télécoms qui entravent désormais la libre circulation des opinions n'auront pas tout tenté pour gonfler la baudruche à grand renfort de panégyriques dans leur presse, et d'enquêtes jamais faites.

Comment se fait-il que dans de grandes rédactions comme « l'Obs » ou « Le Monde », on ne puisse identifier aucun titulaire de carte de presse se réclamant à visage découvert des idées de la « France Insoumise », quand tant de leurs confrères brament sans vergogne leur macronisme sur les réseaux sociaux ? N'est-il pas prodigieux que, dans des journaux se réclamant encore de la gauche, on ne puisse trouver nulle expression, sorti de l'espace dédié aux tribunes extérieures, en faveur d'un ex-sénateur mitterrandiste ne faisant somme toute rien d'autre que de se réclamer des fondamentaux historiques du socialisme ? Hélas j'en connais les raisons. Ce sont déjà celles que je donnais dans le « Monde libre ». Toutes les idées sont tolérées dans ces rédactions-là où, non sans stupéfaction, j'ai par exemple pu entendre un chef de service défendre le programme économique de François Fillon comme étant le meilleur d'entre tous début 2016. Toutes les idées, oui, sauf celles de la gauche debout contre le néolibéralisme. Toutes les idées, sauf celles aujourd'hui portées par un social-démocrate conséquent comme Jean-Luc Mélenchon, repeint par le Président de la République actuel en dictateur et en ennemi de l'Occident. Il est tout de même ironique que de telles paroles viennent justement de François Hollande, ami autoproclamé du « Monde libre » comme on appelait il y a peu ledit Occident, qui aura passé tant de temps sous son quinquennat à fréquenter les oligarques de la presse nationale pour tenter d'acheter par avance une élection, à laquelle il n'aura finalement même pas pu prétendre.

Entièrement revenus dans le poing du capital, situation inédite depuis les lendemains de la Libération, les médias auront en moins de deux ans réussi à transformer en possible présidentiable un ex-banquier d'affaires à peine sorti de l'œuf, n'ayant jamais décroché le moindre mandat électif.

C'est peu de dire que chez le chérubin de ses messieurs, comme dans la philosophie sartrienne, le passage à l'existence médiatique aura de loin précédé l'essence politique. En faut-il d'ailleurs du mépris pour le peuple français, pour tenter un coup de force pareil. Macron, ce n'est pas seulement la continuation de politiques usées, celles qui ont lepénisé les classes populaires depuis trois décennies et rétabli un quasi esclavage pour certains peuples européens. Macron, c'est le retour du tâcheronnage sous couvert de modernité. Macron, c'est le 19ème siècle à travers les âges et son indifférence complète à la souffrance populaire, à peine barbouillé de couleurs acidulées et de Silicon Valley. Macron, c'est en réalité ni plus ni moins que le retour du Comité des Forges, et de sa fameuse presse, entièrement asservie par l'argent de la haute finance et celui de la grande industrie, dont les anciens résistants formèrent le rêve de débarrasser le pays à jamais, une fois les « Jours heureux » venus.

Mais me direz-vous, nombre d'« opérations » médiatiques destinées par le passé à peser sur la présidentielle échouèrent finalement. Une percée spectaculaire de Jacques Chirac, au printemps 1995, eut ainsi raison du sacre attendu d'Edouard Balladur, le candidat que la caste s'était choisi. Et il en alla de même en 2005, alors qu'une campagne d'intimidation littéralement terroriste menée par le « cercle de la raison », s'était pourtant abattu sur les partisans du « Non ». Tout ceci est absolument vrai. Au jeu de la pédagogie à coup de matraque, les médias peuvent parfois rater leur coup, même si pour une opération loupée de temps à autres, on pourrait dénombrer tant de leurs réussites passées inaperçues. C'est la raison pour laquelle l'écriture de ce texte ne m'a pas semblé entièrement vaine, à quelques jours du premier tour d'une présidentielle à nulle autre pareille. Tant que le mal n'est pas fait, tout peut encore être défait. Français, ne vous laissez pas voler cette élection.

Aude Lancelin

\*\*\*\*\*De qui Macron est-il le nom ?

Une interview des Pinçon Charlot, un couple de sociologues français travaillant depuis des années sur la grande bourgeoisie et les très riches.

<https://www.politis.fr/articles/2017/04/video-monique-pincon-charlot-macron-est-le-candidat-des-milliardaires-36713/>

[VIDÉO] **Monique Pinçon-Charlot : « Macron est le candidat des milliardaires »**

Le couple de sociologues de la grande bourgeoisie analyse pour Politis la trajectoire d'Emmanuel Macron, « mandaté par la classe dominante pour donner un grand coup de balai sur les divisions politiques, qui paralysent les intérêts de l'oligarchie ».

<https://www.politis.fr/articles/2017/04/macron-un-candidat-mandate-par-loligarchie-36683/>

**« Macron, un candidat mandaté par l'oligarchie »**

Selon les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, la « guerre de classe » menée par la bourgeoisie risque de se durcir en cas de victoire d'Emmanuel Macron.

Le couple de sociologues de la bourgeoisie revient en librairie avec un texte piquant et vivifiant, écrit en réaction aux affaires Fillon et Le Pen. Ils dénoncent le durcissement des politiques néolibérales et le comportement « prédateur » de l'élite dans la poursuite de son intérêt de classe.

Il reste 97% de l'article à lire.

Pour lire la suite de cet article, identifiez-vous ou créez un compte :

par Erwan Manac'h  
publié le 12 avril 2017

<https://www.politis.fr/articles/2017/04/emmanuel-macron-un-garcon-en-or-36682/>

## **Emmanuel Macron, un garçon en or**

Derrière l'apparence du renouveau, le candidat d'En Marche ! est le produit d'une longue tradition technocratique française. Et son succès précoce révèle une profonde crise de régime.

Emmanuel est philosophe et mélomane, « il joue très bien au football », « aime les gens » et doit tout à sa grand-mère maternelle, enseignante dans les Pyrénées. Voilà le portrait parfaitement maîtrisé qui a accompagné l'éclosion du « phénomène Macron ». Mais, derrière ce mythe, se cache un pur produit de la technocratie française, au cœur des plus hautes fonctions de l'État depuis dix ans.

Fils d'un neurologue et d'une médecin-conseil de la Sécurité sociale, élevé à Amiens chez les jésuites – au lycée de la Providence –, Emmanuel Macron rejoint Paris pour passer son bac au lycée Henri-IV et entre à l'ENA après un DEA de philo et un diplôme de Science Po. Charmeur, « brillant », insomniaque et opportuniste, il sort 5e de la prestigieuse école et choisit d'être affecté à l'inspection des finances pour « être en prise avec les décisions politico-administratives », expliquait-il en 2010 dans la Revue de Sciences Po.

L'inspection générale des finances est un corps à part, composé d'une petite élite d'énarques. Elle constitue la filière royale vers la politique, comme l'ont montré Alain Juppé, Valéry Giscard d'Estaing, Michel Rocard ou encore François Asselineau. Cette caste chargée de surveiller les finances et de conseiller les décideurs, y compris à l'étranger, jouit d'une grande autonomie et d'un accès aux informations fiscales des entreprises. « Cela fait d'eux des gens puissants, bien entourés et très informés », résume Nicolas Framont, sociologue des élites [1].

À l'ENA, Emmanuel Macron appartient à la turbulente promotion Senghor : diplômée trois ans avant l'élection de Nicolas Sarkozy, elle a osé pointer les archaïsmes de l'école. La directrice marketing d'Axa, des gérants des banques BPCE ou Rothschild, le conseiller en communication de François Hollande, Gaspard Gantzer, le directeur général adjoint de la SNCF et « une vingtaine de directeurs de cabinet, de sous-directeurs et de conseillers en sont issus », écrit Mathieu Larnaudie dans Vanity Fair. L'apparition de la « comète Macron » n'a donc rien d'impromptu. « Il est un produit du virage technocratique », observe Nicolas Framont.

La montée en puissance de ces technocrates n'est pas sans conséquences sur les politiques conduites. C'est l'idéologie gestionnaire à laquelle énarques et hauts fonctionnaires sont biberonnés qui s'impose avec eux – et, sous couvert de neutralité technique, consacre une politique néolibérale.

Emmanuel Macron a d'ailleurs longtemps méprisé le suffrage universel – « être élu est un cursus d'un ancien temps », clamait-il en septembre 2015 – et il souhaite renforcer le pouvoir des technocrates. C'est dans son programme : réduction à trois mois du travail législatif du Parlement (hors loi de finances), procédure accélérée pour tous les textes de loi ou encore réforme du code du travail par ordonnance. « Comme si la politique se réduisait à la résolution de problèmes techniques dont les solutions n'engagent ni partis pris ni rapports de force, analyse Paul Lagneau-Ymonet,

sociologue à Paris-Dauphine. Cette approche dépolitisée est dangereuse, dans la mesure où elle fait comme s'il n'y avait pas des intérêts divergents. »

Retour en 2007. Contrairement à certains camarades de promo, Emmanuel Macron décline les avances de Nicolas Sarkozy. Après avoir soutenu Jean-Pierre Chevènement en 2002, il vient d'adhérer au Parti socialiste et choisit l'entourage de François Hollande, à une époque où les experts de son acabit se pressent plutôt autour de Dominique Strauss-Kahn. Le lien s'établit par l'entremise de Jean-Pierre Jouyet, son chef à l'inspection générale des finances, meilleur ami de François Hollande, quoique débauché par Nicolas Sarkozy.

Ses fonctions d'inspecteur des finances conduisent toutefois Emmanuel Macron à piloter, comme rapporteur général adjoint, la commission Attali installée par Nicolas Sarkozy en août 2007. C'est dans ce cénacle « non partisan » – mais ultralibéral – que commence véritablement la carrière du « Zlatan Ibrahimovic de la politique », selon les mots du député Christophe Castaner (Marianne, avril 2017). Car ses préconisations donnent le la du mandat sarkozyste : réduction des cotisations sociales et hausse de la TVA, autonomie et financement privé des universités, réforme de la représentativité syndicale, création de la rupture conventionnelle, ouverture du marché de la téléphonie mobile à un 4e opérateur...

Emmanuel Macron s'affiche au dîner du Siècle et avec les Gracques, ce groupe de pression libéral fondé en 2007 par Jean-Pierre Jouyet, Denis Olivennes (Lagardère), Matthieu Pigasse (banque Lazard et groupe Le Monde) et d'autres pour appeler à une alliance entre Ségolène Royal et François Bayrou. Puis l'énarque se tourne vers la banque, grâce aux membres de la commission Attali, dont Serge Weinberg, président du groupe pharmaceutique Sanofi. Entré chez Rothschild dix jours avant la chute de Lehman Brothers, il devient rapidement associé-gérant. Son métier consiste à vendre des conseils pour des opérations de fusion ou d'acquisition, qui se chiffrent en milliards d'euros et souvent en dizaines de destructions d'emplois.

Pour ces énormes « deals », il faut de l'entregent. Les connexions politiques d'Emmanuel Macron sont un atout majeur : « Les banquiers d'affaires sont tous des menteurs », confesse l'intéressé à Challenges. « D'une certaine manière on est comme une prostituée. Le boulot, c'est de séduire », lâche-t-il encore au Wall Street Journal. La société des rédacteurs du Monde ne le contredira pas. En 2010, en pleine opération de rachat du groupe, le jeune loup leur propose des conseils « bénévoles » au nom de « la liberté de la presse ». Ils finissent par découvrir ses liens étroits avec Alain Minc et le groupe espagnol Prisa, qui préparent une offre de rachat concurrente avec Claude Perdriel et Orange [2].

Le « Mozart de la finance » est nommé secrétaire général adjoint de l'Élysée en 2012. Ce qui n'a rien d'extraordinaire : les allers-retours du milieu des affaires vers les plus hautes fonctions politiques sont incessants. Notamment chez les inspecteurs des finances, qui partent avant 35 ans « pantoufler » dans le privé pour un salaire multiplié par 10.

Dans ses nouvelles fonctions à l'Élysée, Emmanuel Macron sera d'une influence considérable. Il est le cerveau du CICE et du pacte de responsabilité (baisse des cotisations patronales de 40 milliards), qu'il reconnaîtra deux ans plus tard être « un échec ». Il parvient aussi à phagocytter la loi de séparation entre banques de prêt et d'investissement, mesure emblématique de la « guerre à la finance » que le candidat Hollande entendait mener.

« Insolent », « peu discret », « impudent et imprudent » (Le Monde), Emmanuel Macron quitte l'Élysée au moment du virage droitier de 2014 pour créer une société de conseil. Mais, deux mois après son départ de l'Élysée, il est propulsé au ministère de l'Économie, en remplacement d'Arnaud Montebourg, et entre enfin dans la lumière.

Moins de deux ans plus tard, il fonde En Marche ! pour se lancer dans la course à l'Élysée. Pour la première fois, un produit de la technocratie franchit le pas. Jusqu'alors, les « garçons hors norme [3] », comme Jean-Pierre Jouyet, Jacques Attali, Alain Minc et consorts, restaient sagement dans l'ombre des « fiefards ». L'affaiblissement moral des partis politiques a libéré de la place.

Une telle chevauchée solitaire n'aurait toutefois pas été possible sans la fortune personnelle du candidat et le solide réseau qu'il s'est constitué. De « simples notables de parti », comme Benoît Hamon ou Arnaud Montebourg, « sont dans l'obligation de rester proches du PS, dont les structures permettent de rendre possible leur candidature », analyse Nicolas Framont.

« La fusée Macron » s'est surtout entourée d'un clan. En l'occurrence, des figures du « capitalisme français montant », remarque Nicolas Framont. Notamment dans les « french tech », ces start-up du numérique domiciliées à Londres pour la plupart, et auprès des milliardaires des télécoms, « très dérégulationnistes », estime le sociologue. Emmanuel Macron ne cache d'ailleurs pas son admiration pour la politique menée par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, et reproche même à Nicolas Sarkozy d'avoir seulement « mimé » le thatchérisme : « Il n'a pas touché aux droits sociaux et il a augmenté la dépense publique ! », tacle-t-il en septembre 2015.

La liste des soutiens d'Emmanuel Macron démontre également l'existence d'un « conflit d'intérêts de classe » – qui n'a certes rien d'illégal. À commencer par son bras droit Bernard Mourad, en charge des relations avec les sphères économiques et ancien président de la branche médias d'Altice SFR-Numéricable (Libération, L'Express, BFM, et RMC, etc.). Ce renfort de poids, proche à la fois de Xavier Niel (Free) et de Patrick Drahi (SFR), ressemble à un renvoi d'ascenseur. Dès son arrivée à Bercy, Emmanuel Macron autorisait en effet la fusion entre SFR et Numéricable, refusée jusqu'alors par Arnaud Montebourg en raison des pratiques d'évasion fiscale de Patrick Dahi.

Le candidat d'En Marche ! serait également proche de Xavier Niel, dont la compagne, Delphine Arnault (fille de Bernard Arnault), est amie avec Brigitte Macron, qu'elle a entièrement « relookée » [4]. Le groupe LVMH, propriété du papa, prête à Brigitte Macron des robes Vuitton pour ses apparitions publiques. Enfin, le candidat est soutenu par l'ex-président de la filiale américaine de LVMH, Renaud Dutreil, par ailleurs ancien ministre chiraquien. Il a organisé une levée de fonds pour Emmanuel Macron à New York.

En Marche ! a dû se séparer de son conseiller santé, Jean-Jacques Mourad, lobbyiste pour les laboratoires Servier, mais conserve parmi ses délégués nationaux la cofondatrice du groupe agroalimentaire Holder, Françoise Holder, propriétaire des boulangeries Paul et de la marque Ladurée. On trouve enfin, en charge de la collecte de fonds, l'ancien dirigeant de la branche « gestion d'actifs » de BNP Paribas, Christian Dargnat.

Ces connexions ont permis à Emmanuel Macron de récolter 9,3 millions d'euros de dons, au rythme effréné de ses dîners avec de riches parrains : du jamais vu pour un candidat sans parti. Elles font également de lui « le relais » et « la porte d'entrée » des grandes entreprises à l'Élysée, comme s'en félicitait en 2012 dans Challenges Stéphane Richard, le PDG de France Télécom. Et dire que le candidat affirme vouloir guérir la « maladie du corporatisme »...

Emmanuel Macron a également su s'entourer des meilleurs communicants, qui s'évertuent à flouter son étiquette de parfait technocrate, avec la complicité parfois grossière des médias. Gendre idéal au « charisme incroyable » (Marianne), « épris de poésie et de littérature » (Challenges), Emmanuel Macron narre sa relation épistolaire avec Paul Ricœur, pour qui il a travaillé comme archiviste lorsqu'il avait vingt ans. Même son mariage avec Brigitte, de vingt-quatre ans son aînée, est convoqué pour vanter son équilibre et sa stature de bon père de famille recomposée.

Dans l'euphorie de sa nomination à Bercy, à l'été 2014, l'élégant M. Macron a pourtant eu du mal à dissimuler un certain mépris de classe. Lorsqu'il s'enquiert du sort des salariées de l'abattoir breton de Gad, « qui sont, pour beaucoup, illetrées » ; ou quand il s'inquiète que les jeunes de Stains retournent « dealer ou tenir les murs » en cas d'interdiction d'Uber, la plateforme qui exploite les « chauffeurs privés ».

Ce raisonnement de classe transparaît également dans le programme du candidat à la présidentielle, lorsqu'il veut réduire l'ISF, baisser (encore) les cotisations sociales des entreprises ou annuler les lois de régulation financière élaborées en 2008 après la crise. Car, on l'oublierait presque, mais le jeune prodige de la politique a bel est bien un programme. Et il entend bien l'appliquer en ayant, cette fois, les coudées franches. La démocratie française, affirme-t-il dans Le 1 en juillet 2016, « comporte toujours une forme d'incomplétude [...] ». Cet absent est la figure du roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort ». Nous voilà prévenus.

[1] Auteur du livre Les Candidats du système. Sociologie du conflit d'intérêts en politique, Le Bord de l'eau, 2017.

[2] « Comment Macron m'a séduit puis trahi », Streetpress, 10 février 2017.

[3] Selon les mots de François Villeroy de Galhau, n° 3 de BNP Paribas et ancien directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn, dans Marianne.

[4] Selon Solveig Godeluck et Emmanuel Paquette, auteurs de Xavier Niel, la voie du pirate, First, 2016.

Ajout, le 9 mai 2017 : le directeur général adjoint de la SNCF a été ajouté à la liste des anciens de la promotion Senghor de l'ENA.

par Erwan Manac'h  
publié le 12 avril 2017

\*\*\*\*\*<https://www.legrandsoir.info/en-marche-arriere.html>  
8 mai 2017

Quelques aperçus de ce qui nous attend

## En marche...arrière

vila

C'est à peine croyable, Hollande le président le plus honni de la cinquième république à réussi à se cloner. C'était pas gagné d'avance, mais entre le Pénélope-gate, l'effondrement du Sarkozy de droite puis de celui de « gauche » (qui propose l'abrogation du 49-3 alors qu'il l'avait imposé à quatre reprises).

C'est presque à se demander si cela n'était pas fait exprès pour faire monter un Hamon pour priver Mélenchon d'un second tour.

Et c'est donc ce même Macron qui a directement inspiré la loi El Khomry et le CICE, mais aussi qui a lancé des ballons d'essais contre les 35 heures, contre le statut de la Fonction publique qui

rafle la mise. On ne doit pas non plus oublier ses formules provocatrices : « *Il vaut mieux être payé à 3,5 euros de l'heure que d'être un dealer* » ou « *La vie d'un entrepreneur est bien plus dure que celle d'un salarié* » ainsi que « *Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires.* » et enfin l'inoubliable « *Les employées de l'abattoir Gad sont pour beaucoup illettrées* ». Ce florilège devrait suffire à situer macron. Si son programme s'inscrit en grande partie dans la continuité d'Hollande, sa « marche » l'emmène d'une rupture franche avec le social-libéralisme (cher au PS) à un libéralisme pur mais habillé de présentations trompeuses.

Prenons deux exemples : le chômage et les retraites. Dans les deux cas, Macron fait miroiter des arguments de justice, voire d'égalité. L'assurance-chômage deviendrait universelle, ouverte aux salariés démissionnaires et aux travailleurs indépendants. Quant aux régimes de retraite, ils devraient être harmonisés selon le principe : « *Pour chaque euro cotisé, le même droit à pension pour tous* ». Ces propositions peuvent séduire mais, si on gratte un peu, on s'aperçoit qu'elles sont un moyen détourné de mettre en place les réformes libérales de Bruxelles.

Macron propose en effet de changer le mode de financement du chômage en basculant les cotisations sociales salariées vers la CSG. Or même si cet impôt est applicable à toutes les formes de revenus, il n'a rien d'équitable car le même taux s'applique à tous, riches ou pauvres. Les revenus du patrimoine et des placements ne contribuent que pour 10% à son financement. En revanche, cet impôt est supporté par les salariés, qu'ils soient actifs, chômeurs ou retraités puisque ils l'ont financé à plus de 75%.

Sous prétexte d'harmonisation des retraites, Macron veut introduire un système de « comptes notionnels » qui est un régime fonctionnant par répartition, qui permet d'assurer l'équilibre entre les cotisations versées et les pensions reçues par chaque génération. Ce principe est que les cotisations sont fixées tandis que le niveau de la pension versée dépend de l'âge de départ individuel à la retraite, mais aussi de la conjoncture et des évolutions démographiques. Ce principe de justice n'est qu'apparent puisqu'il prend difficilement en compte les différences de déroulements des carrières mais aussi d'espérances de vie. Ce type de système vise en réalité à définir une enveloppe globale qui sera répartie entre les retraités.

Macron veut pérenniser le CICE. Or il est évident que les entreprises ont consacré une grande partie du CICE à la reconstitution de leurs marges. Il est donc parfaitement clair que le CICE n'est rien d'autre qu'un très gros cadeau aux entreprises qui, comme on l'aura remarqué, est sans effet sur le chômage. De plus il y a de nombreuses entreprises qui en ont bénéficié, tout en licenciant. Alors qu'avec les 80 milliards (accumulées depuis 2013) on aurait pu créer 3 millions d'emplois, payés 1 500 euros par mois, cotisation sociales incluses.

En décidant d'exonérer à nouveau les heures supplémentaires, Macron cherche à contourner la durée légale du travail de 35h. Mais cette mesure perçue par les salariés comme une augmentation du pouvoir d'achat est en fait un cadeau aux entreprises : des augmentations salariales peuvent être maquillées en heures supplémentaires fictives, au bénéfice du salarié et de l'employeur exonérés d'impôts et de cotisations mais au détriment du contribuable. En période de crise, ce dispositif est défavorable à l'emploi puisque les entreprises sont incitées à avoir recours à leurs salariés plutôt qu'à embaucher. Comme ministre, il a fait adopter une loi qui a étendu le travail du dimanche, facilité les licenciements économiques et réduit les recours aux prud'hommes pour les salariés. Il a ensuite inspiré la loi El Khomri, dans ses aspects les plus anti-ouvriers, comme le plafonnement des

indemnités prud'homales, que le gouvernement a dû retirer face à la colère du monde du travail. Macron veut maintenant poursuivre cette offensive, y compris par ordonnances (à côté le 49-3 paraîtra comme démocratique) pour éviter un débat parlementaire. Il veut réduire l'assiette de l'ISF au seul patrimoine immobilier alors qu'actuellement les actions boursières en font aussi partie. Avec toutes ces garanties, il est logique que la bourse ait flambé après le premier tour !

Certains nous reprocheront de nous être abstenu au second tour, mais après le spectacle pitoyable du débat de l'entre-deux-tours que Le Pen nous a infligé, on ne pouvait pas imaginer que le banquier de Rothschild ne l'emporte pas. En outre, il aurait été souhaitable que l'écart soit le plus faible possible pour montrer aux stratèges de pacotille qui voyaient en Macron le barrage le plus robuste à Le Pen que ce n'est pas le cas, c'est même le contraire car si on combattait le chien avec de l'engrais, cela se saurait.

## VILA

»» <http://les-tribulations-de-l-ecocolo-ecoconome.over-blog.com/2017/05/e...>

\*\*\*\*\*<https://www.legrandsoir.info/liste-des-soutiens-d-emmanuel-macron-le-candidat-du-parti-de-la-presse-et-de-l-argent-ppa.html>

### Ruptures (mensuel)

La liste des soutiens d'Emmanuel Macron que nous proposons ci-dessous n'est pas exhaustive mais elle est à notre connaissance la plus complète disponible à ce jour. Les personnalités sont classées par catégorie (« Patrons et banquiers », « Responsables politiques », etc.), puis par ordre alphabétique. Les possédants, que leur capital soit prioritairement économique, politique ou culturel, sont, sans surprise, en bonne place...

### Patrons et banquiers

Loïc Armand (président de la commission Europe du MEDEF et de L'Oréal France)

Bernard Arnault (1ère fortune française – 11e mondiale –, PDG et principal actionnaire de LVMH, propriétaire du Parisien-Aujourd'hui en France et des Échos)

Pierre Bergé (363e fortune française, homme d'affaires, mécène, copropriétaire du groupe Le Monde)

Vincent Bolloré (10e fortune française, industriel, actionnaire principal de Vivendi et du groupe Canal+)

Yannick Bolloré (PDG d'Havas, membre du conseil de surveillance de Vivendi)

Alexandre Bompard (PDG de la FNAC-Darty)

Didier Casas (directeur général adjoint de Bouygues Telecom, conseiller d'Emmanuel Macron)

Patrick Drahi (5e fortune française, président d'Altice, principal actionnaire de SFR Group, qui possède Libération et L'Express)

Thomas Enders (PDG d'Airbus)

Pierre Gattaz (président du MEDEF)

François Henrot (banquier d'affaires, ancien bras droit de David de Rothschild)

Henry Hermand † (305e fortune française, président de la société d'immobilier commercial HH Développement, parrain d'Emmanuel Macron en politique)

Arnaud Lagardère (305e – ex aequo – fortune française, directeur du groupe Lagardère, propriétaire

du Journal du dimanche)

Pascal Houzelot (propriétaire de la chaîne Numéro 23, membre du conseil de surveillance du Monde)

Bernard Mourad (ex-banquier conseil de Patrick Drahi et ancien de la banque Morgan Stanley, conseiller spécial d'Emmanuel Macron)

Xavier Niel (9e fortune française, actionnaire majoritaire d'Iliad, maison-mère de Free, copropriétaire du groupe Le Monde)

Laurence Parisot (ancienne présidente du MEDEF)

Claude Perdriel (363e fortune française, industriel, homme de presse, propriétaire de Challenges)

François Pérol (banquier, président du groupe BPCE, ancien conseiller économique de Nicolas Sarkozy)

Matthieu Pigasse (banquier d'affaires, directeur de la banque Lazard en France et responsable des fusions-acquisitions au niveau mondial, copropriétaire du groupe Le Monde)

Stéphane Richard (PDG d'Orange)

Marc Simoncini (326e fortune française, entrepreneur, fondateur de Meetic)

Bernard Tapie (400e fortune française, homme d'affaires, ancien ministre PS sous François Mitterrand).

### **Responsables politiques et hauts fonctionnaires**

Leila Aïchi (sénatrice écologiste)

Gérard Araud (ambassadeur aux États-Unis, ex-représentant de la France à l'ONU)

Aline Archimbaud (sénatrice écologiste)

Kader Arif (député PS, ex-secrétaire d'État aux Anciens combattants)

Jean-Marc Ayrault (ministre des Affaires étrangères, ancien Premier ministre)

Jean-Michel Baylet (ministre PRG de l'Aménagement du territoire, PDG du groupe La Dépêche)

François Bayrou (président du MoDem, maire de Pau)

Aurore Bergé (ex-LR, membre d'En marche)

Emmanuel Bonne (ambassadeur au Liban)

Jean-Louis Borloo (ancien ministre sous Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, fondateur de l'UDI)

Thierry Braillard (secrétaire d'État chargé des Sports dans les gouvernements Valls 1 et 2, puis Cazeneuve)

Patrick Braouezec (ancien député-maire PCF de Saint-Denis, vice-président de la Métropole du Grand Paris)

Christophe Caresche (ancien député PS)

Christophe Castaner (député PS, porte-parole d'Emmanuel Macron)

Thomas Cazenave (ex-directeur de cabinet d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie, secrétaire général adjoint de la présidence de la République)

Jean-Pierre Chevènement (

Daniel Cohn-Bendit (ancien député européen écologiste)

Gérard Collomb (sénateur PS, maire de Lyon)

Jean-Claude Cousseran (ex-directeur de la DGSE, ancien ambassadeur en Syrie et en Égypte)

Bertrand Delanoë (ancien maire PS de Paris)

Muriel Domenach (ex-consul à Istanbul, directrice du Comité interministériel de la prévention de la délinquance et de la radicalisation)

Philippe Douste-Blazy (ancien ministre dans cinq gouvernements RPR/UMP)  
Myriam El Khomri (ministre du Travail)  
Richard Ferrand (député et conseiller régional PS rallié à Emmanuel Macron, secrétaire général d'En marche)  
Jean-Louis Gagnaire (député PS)  
Sylvie Goulard (députée européenne MoDem)  
François Hollande (président de la République)  
Robert Hue (sénateur, président du Mouvement des progressistes, ancien secrétaire national puis président du PCF)  
Jean-Pierre Jouyet (secrétaire général de la présidence de la République, ancien président de l'autorité des marchés financiers, secrétaire d'État aux Affaires européennes des gouvernements Fillon I et II)  
Patrick Kanner (ministre de la Ville)  
Alexis Kohler (ancien directeur de cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy, ex-numéro 2 du cabinet de Pierre Moscovici au même ministère)  
Bernard Kouchner (ancien ministre PS dans les gouvernements Bérégovoy, Jospin et Fillon I et II)  
Jean Launay (député PS)  
Aurélien Lechevalier (ex-conseiller diplomatique d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris, ancien conseiller culturel à Beyrouth, conseillère diplomatique d'Emmanuel Macron)  
Jean-Yves Le Drian (ministre de la Défense)  
Jean-Marie Le Guen (secrétaire d'État chargé des Français de l'étranger et du Développement de la Francophonie)  
Corinne Lepage (ancienne ministre écologiste des gouvernements Juppé I et II, présidente de Cap21)  
Nathalie Loiseau (directrice de l'ENA, ex-directrice générale du ministère des Affaires étrangères, proche d'Alain Juppé)  
Alain Madelin (ancien ministre dans les gouvernements Chirac II, Balladur et Juppé I)  
Christophe Masse (conseiller général PS des Bouches-du-Rhône, désormais membre d'En marche)  
Juliette Méadel (secrétaire d'État chargée de l'Aide aux victimes)  
Antoine Michon (chef de la division « climat et environnement » au ministère des Affaires étrangères)  
Pierre Moscovici (commissaire européen aux Affaires économiques, membre du PS)  
Guillaume Ollagnier (directeur adjoint du cabinet de Jean-Marc Ayrault au ministère des Affaires étrangères)  
François Patriat (sénateur PS)  
Dominique Perben (ancien ministre des gouvernements Balladur, Juppé II, Raffarin I, II et III, et Villepin)  
Bernard Poignant (proche conseiller de François Hollande, ancien maire PS de Quimper)  
Barbara Pompili (secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, membre du Parti écologiste)  
François Rebsamen (maire PS de Dijon, ancien ministre des gouvernements Valls I et II)  
François de Rugy (vice-président de l'Assemblée nationale, président du Parti écologiste)  
Dominique Tiberi (conseiller de Paris)  
Jean Tiberi (ancien maire RPR de Paris)  
Xavière Tiberi (respectivement mère et épouse des deux précédents)

Manuel Valls (député PS, ancien Premier ministre)  
Hubert Védrine (diplomate, ancien ministre du gouvernement Jospin)  
Olivier Véran (ancien député PS, neurologue, référent santé à En marche)  
Dominique de Villepin (ancien Premier ministre de Jacques Chirac, ministre dans les gouvernements Raffarin I, II et III).

### **Responsables politiques étrangers (la plupart ont manifesté leur soutien après le 1er tour)**

Joschka Fischer (ancien ministre des Affaires étrangères allemand)  
Sigmar Gabriel (ministre des Affaires étrangères allemand, vice-chancelier)  
Paolo Gentiloni (président du Conseil des ministres italien)  
Jean-Claude Juncker (président de la Commission européenne)  
Angela Merkel (chancelière fédérale d'Allemagne)  
Charles Michel (Premier ministre belge)  
Barack Obama (ancien président des États-Unis d'Amérique)  
Matteo Renzi (ex-président du Conseil des ministres italien, secrétaire général du Parti démocrate)  
Alberto Rivera (président du parti centriste espagnol Citoyens – Ciudadanos)  
Mark Rutte (Premier ministre néerlandais)  
Wolfgang Schäuble (ministre des Finances allemand)  
Martin Schulz (ancien président du Parlement européen, candidat du SPD à la Chancellerie allemande)  
Frank-Walter Steinmeier (président de la République fédérale d'Allemagne)  
Justin Trudeau (Premier ministre canadien)  
Alexis Tsipras (Premier ministre grec)  
Guy Verhofstadt (député européen, président du groupe ADLE).

### **Intellectuels et journalistes**

Jacques Attali (essayiste, conseiller de plusieurs présidents, parrain en politique d'Emmanuel Macron)  
Christophe Barbier (journaliste, directeur de L'Express)  
Philippe Besson (écrivain)  
Laurent Bigorgne (directeur de l'institut Montaigne, think tank patronal)  
Matthieu Croissandeau (journaliste, directeur de L'Obs)  
Ruth Elkrief (journaliste sur BFM TV)  
Henrik Enderlein (directeur du Jacques Delors Institut, professeur en économie politique à la Hertie School of Governance de Berlin)  
Vincent Giret (journaliste au Monde)  
Laurence Haïm (journaliste, porte-parole d'Emmanuel Macron)  
Régis Jauffret (écrivain)  
Arnaud Leparmentier (journaliste au Monde)  
Bernard-Henri Lévy (philosophe, et tant d'autres choses...)  
Michèle Marchand (journaliste, conseillère en communication d'Emmanuel Macron)  
Philippe Martin (économiste, conseiller d'Emmanuel Macron à Bercy)  
Alain Minc (essayiste, homme d'affaires, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy)  
Erik Orsenna (écrivain)

Jean Quatremer (journaliste à Libération)  
Bruno Roger-Petit (éditorialiste à Challenges)  
André Sapir (chercheur à l'Institut Bruegel)  
Maurice Szafran (éditorialiste à Challenges, directeur éditorial des magazines du groupe Sophia Publications)  
Bruno Tertrais (directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique)  
Justin Vaïsse (directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie, think tank interne du ministère des Affaires étrangères)  
Yanis Varoufakis (économiste, ex-ministre des Finances grec)  
Cédric Villani (mathématicien, membre de l'Académie des sciences, directeur de l'Institut Henri-Poincaré, candidat En marche aux législatives 2017)  
Artistes et vedettes de la télé

Keren Ann (musicienne)  
Pierre Arditi (acteur)  
Christophe Beaugrand (animateur télé)  
Guy Bedos (humoriste)  
François Berléand (acteur)  
Stéphane Bern (animateur)  
Jean-Pierre Castaldi (comédien)  
Emmanuel Chain (animateur et producteur télé)  
Dani (chanteuse)  
Catherine Deneuve (actrice)  
Jean-Marc Dumontet (producteur de spectacles et propriétaire de théâtres parisiens)  
Cyrille Eldin (animateur télé)  
Danièle Évenou (actrice)  
Geneviève de Fontenay (ancienne présidente du comité Miss France)  
Guillaume Gallienne (acteur et réalisateur)  
Françoise Hardy (chanteuse)  
Catherine Laborde (animatrice télé)  
Catherine Lara (musicienne)  
Vincent Lindon (acteur)  
Fabrice Luchini (acteur)  
Macha Méril (actrice)  
Bernard Montiel (animateur télé)  
Renaud (chanteur)  
Line Renaud (actrice)  
Marjane Satrapi (auteur de bande dessinée et réalisatrice)  
Régis Wargnier (réalisateur).

### **Sportifs**

Yohan Cabaye (footballeur)  
Steve Mandanda (footballeur)  
Wendie Renard (footballeuse).

## **Équipe rapprochée d'Emmanuel Macron au sein d'En marche**

David Amiel (coordination du programme présidentiel avec Jean Pisani-Ferry)

Ludovic Chaker (spécialiste de communication, collaborateur de l'ancien directeur de Sciences-Po)

Richard Descoings, chargé de la direction des opérations à En marche)

Julien Denormandie (ancien directeur adjoint du cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy, secrétaire général adjoint d'En Marche)

Ismaël Emélien (conseiller pour la stratégie, la campagne et le développement d'En marche)

Sophie Ferracci (avocate d'affaires, ex-chef de cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy, idem au sein d'En marche pendant la campagne présidentielle)

Sylvain Fort (normalien, agrégé de lettres classiques, communicant passé par BNP Paribas et l'agence DGM, conseiller à la communication d'Emmanuel Macron)

Jean-Marie Girier (membre du PS, ancien chef de cabinet de Gérard Collomb à la mairie de Lyon)

Benjamin Griveaux (ancien du cabinet de Marisol Touraine, ex-vice-président du Conseil général de Saône-et-Loire, porte-parole d'Emmanuel Macron, chargé de la riposte)

Quentin Lafay (normalien, ancien du cabinet de Marisol Touraine et de celui d'Emmanuel Macron à Bercy, coordination du programme présidentiel avec Jean Pisani-Ferry)

Valérie Lelonge (assistante personnelle d'Emmanuel Macron à Bercy, puis à En marche)

Mounir Mahjoubi (entrepreneur, ancien président du Conseil national du numérique nommé par François Hollande, chargé de la campagne numérique d'Emmanuel Macron)

Sibeth Ndiaye (ex-secrétaire nationale en charge de la petite enfance au PS, ancienne des cabinets d'Arnaud Montebourg et d'Emmanuel Macron à Bercy, chargée de la communication et de la presse à En marche)

Jean Pisani-Ferry (économiste, ancien commissaire général de France Stratégie, membre de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron)

Grégoire Potton (ancien directeur de cabinet du secrétaire d'État Thierry Mandon, responsable des ressources humaines, du juridique, des finances et de la logistique à En marche)

Stéphane Séjourné (ancien du cabinet de Jean-Paul Huchon à la région Île-de-France, conseiller parlementaire d'Emmanuel Macron à Bercy, chargé des relations avec les élus à En marche).

## **Personnalités ayant appelé à voter pour Emmanuel Macron après le 1er tour**

Laurence Abeille (députée EELV)

Brigitte Allain (députée EELV)

Danielle Auroi (députée EELV)

Clémentine Autain (conseillère régionale d'Île-de-France, porte-parole d'Ensemble !)

Joël Aviragnet (candidat PS aux législatives 2017)

Audrey Azoulay (ministre de la Culture)

Michel Barnier (négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, ancien commissaire européen – dans les commissions Prodi et Barroso –, cinq fois ministre dans des gouvernements RPR/UMP)

Esther Benbassa (sénatrice EELV)

Gérard Bapt (député PS)

François Baroin (sénateur LR, maire de Troyes, ancien ministre dans les gouvernements Villepin, puis Fillon II et III)

Luc Belot (député PS)

Laurent Berger (secrétaire général de la CFDT)  
Olivier Berné (chargé de recherche en astrophysique au CNRS)  
Mathilde Bertrand (maître de conférences en civilisation britannique à l'université Bordeaux-Montaigne)  
Erwann Binet (député PS)  
Marianne Blanchard (maître de conférences en sociologie à l'ESPE Midi-Pyrénées)  
Marie-Christine Blandin (sénatrice écologiste)  
Michèle Bonneton (sénatrice EELV)  
Jean-Michel Bony (mathématicien, membre de l'Académie des sciences)  
Corinne Bouchoux (sénatrice EELV)  
Joseph « José » Bové (député européen EELV)  
Michel Canevet (sénateur UDI)  
Marie-Arlette Carlotti (députée PS, ancienne ministre des gouvernement Ayrault I et II)  
Bernard Cazeneuve (Premier ministre)  
Bruno Chaudret (chimiste, membre de l'Académie des sciences)  
Alain Claeys (député PS)  
Marie-Françoise Clergeau (députée PS)  
Sergio Coronado (député EELV)  
Emmanuelle Cosse (ministre du Logement)  
Ronan Dantec (sénateur EELV)  
Olivier Dartigolles (porte-parole du PCF)  
Michèle Delaunay (députée PS)  
Bernard Delcros (sénateur UDI)  
Sébastien Denaja (député PS)  
Jean Desessard (sénateur EELV)  
Elsa Devienne (maître de conférences en histoire et civilisation américaine à Nanterre)  
Cécile Duflot (députée EELV ancienne ministre des gouvernement Ayrault I et II)  
Yves Durand (député PS)  
Christian Eckert (secrétaire d'État chargé du Budget)  
Raphaël Enthoven (philosophe, animateur)  
Christian Estrosi (premier adjoint LR au maire de Nice, président de la métropole Nice Côte d'Azur et de la région PACA)  
Dominique Faure (candidate UDI aux législatives 2017)  
François Fillon (député LR, ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, candidat à l'élection présidentielle 2017)  
Valérie Fourneyron (députée PS, ancienne ministre des gouvernement Ayrault I et II)  
Jean-Marc Gabouty (sénateur UDI)  
Jean-Michel Galano (philosophe)  
Clélia Gasquet-Blanchard (maître de conférences en géographie, École des Hautes Études en santé publique)  
André Gattolin (sénateur EELV)  
Raphaël Glucksmann (essayiste)  
Jacqueline Gourault (sénatrice UDI)  
Christophe Granger (enseignant en histoire, université Paris I)

Benoît Hamon (député PS, ancien ministre dans les gouvernements Ayrault I et II, puis Valls I, candidat à l'élection présidentielle 2017)

Cyril Hanouna (animateur et producteur télé)

Anne Hidalgo (maire PS de Paris)

Sabina Issehnane (maître de conférences en économie à l'université de Rennes II)

Yannick Jadot (député européen EELV)

Laurent Joffrin (journaliste, directeur de la rédaction et de la publication de Libération)

Alain Juppé (maire LR de Bordeaux, ancien Premier ministre de Jacques Chirac)

Jean-Pierre Kahane (mathématicien, membre de l'Académie des sciences)

Patrick Klugman (avocat, adjoint aux relations internationales et à la francophonie d'Anne Hidalgo)

Nathalie Kosciusko-Morizet (députée LR)

Joël Labbé (sénateur écologiste)

Françoise Laborde (sénatrice PRG)

Arnaud Lafon (maire LR de Castanet)

Jean-Jacques Lasserre (sénateur UDI)

Pierre Laurent (sénateur, secrétaire national du PCF)

Ivan Lavallée (informaticien, universitaire proche du PCF)

Dominique Lefebvre (député PS)

Stéphane Le Foll (ministre de l'Agriculture, porte-parole du gouvernement)

Patrick Le Hyaric (député européen PCF, président et directeur du groupe L'Humanité)

Bruno Le Maire (député LR, ancien ministre des gouvernements Fillon II et III)

Yohann Le Moigne (maître de conférences en études américaines à l'université d'Angers)

Noël Mamère (député écologiste)

Pierre Mansat (ancien conseiller de Paris, adjoint PCF de B. Delanoë puis d'A. Hidalgo chargé de Paris Métropole)

Pierrick Martin (chargé de recherche en astrophysique au CNRS)

Philippe Martinez (secrétaire général de la CGT)

Frédérique Massat (députée PS)

Sandrine Mazetier (députée PS)

Michel Mercier (sénateur UDI, ancien ministre des gouvernements Fillon II et III)

Christian Namy (sénateur UDI)

Emmanuelle Perez (maître de conférences en histoire à l'université de Toulouse)

Christian Picquet (membre du comité exécutif national du PCF)

Edwy Plenel (président et cofondateur de Mediapart, ancien directeur de la rédaction du Monde)

Audrey Pulvar (journaliste, animatrice télé)

Jean-Pierre Raffarin (sénateur LR, ancien Premier ministre de Jacques Chirac)

Dominique Raimbourg (député PS)

Gérard Roche (sénateur UDI)

Jean-Louis Roumégas (député EELV)

Ségolène Royal (ministre de l'Environnement, candidate à l'élection présidentielle 2007)

Éric Ruf (acteur, administrateur général de la Comédie-Française)

Arnaud Saint-Martin (chargé de recherche en sociologie au CNRS, université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines)

Évariste Sanchez-Palencia (mathématicien, membre de l'Académie des sciences)

Michel Sapin (ministre de l'Économie et des Finances)  
Nicolas Sarkozy (ancien président de la République)  
Éva Sas (députée EELV)  
Gilles Savary (député PS)  
Paul Schor (maître de conférences en histoire à l'université Paris-Diderot)  
Thierry Solère (député LR)  
Dominique Sopo (président de SOS Racisme)  
Jennifer Tamas (professeur de littérature française à l'université de Rutgers, New Jersey, États-Unis)  
Christiane Taubira (ancienne ministre des gouvernements Ayrault I et II, puis Valls I et II)  
Marisol Touraine (ministre des Affaires sociales et de la Santé)  
Jean-Jacques Urvoas (ministre de la Justice)  
Najat Vallaud-Belkacem (ministre de l'Éducation nationale)  
Jean-Marie Vanlerenberghe (sénateur UDI)  
Claire Voisin (mathématicienne, membre de l'Académie des sciences, directrice de recherche au CNRS).

Cette dernière liste devrait évidemment être beaucoup plus longue. Voir par exemple ces appels de sportifs, d'avocats et d'acteurs du monde la culture relayés par le site Internet de L'Express, magazine macronophile. On peut aussi signaler, parmi bien d'autres initiatives similaires, cet appel de psychanalystes ou celui-ci, émanant de soixante ambassadeurs.

Il faut aussi ajouter les treize anciens ministres des Affaires européennes qui ont appelé à voter pour Emmanuel Macron dans une lettre ouverte.

Nul besoin de soutenir Marine Le Pen pour constater qu'il y a comme un problème démocratique dans ce raz-de-marée en faveur d'Emmanuel Macron, qui est certes arrivé en tête au premier tour mais en profitant massivement du prétendu « vote utile » : « Seuls 65 % [des électeurs d'Emmanuel Macron] l'ont choisi parce qu'ils souhaitent qu'il soit élu président de la République », et seulement « 39 % [...] affirment que, si le candidat d'En marche accède à l'Élysée, leur situation personnelle s'arrangera. » Ces éléments issus du principal journal économique relativisent nettement le poids électoral du « phénomène Macron ».

Les puissances d'argent ont réussi, via une intense propagande médiatique, à imposer leur candidat favori à la présidence de la République française. En donnant l'impression du neuf à de très vieux intérêts – les leurs –, elles ont accompli l'exploit de permettre la continuation de l'œuvre d'un président à l'impopularité record. Le marketing et la « com' » fonctionnent, c'est indéniable, du moins dans une certaine mesure. Chapeau, bien joué.

Mais les dominants auraient tort de fanfaronner. Cette martingale n'est pas inépuisable. Et le peuple, particulièrement celui des classes populaires, ne souhaitait pas avoir un président au service des possédants, de l'oligarchie transnationale. Alors comment réagira-t-il à une politique farouchement pro-UE, pro-OTAN, pro-américaine et pro-mondialisation néolibérale ? Personne n'en sait rien pour l'instant mais gageons que les années à venir ne seront pas de tout repos pour le pouvoir.

**Ruptures** (mensuel).

\*\*\*\*\*<https://www.legrandsoir.info/tout-en-pognon-notre-pharaon-de-l-ere-hanouna.html>

10 mai 2017

# Tout-En-Pognon, notre pharaon de l'ère Hanouna.

Ariane Walter

Porté au pouvoir par le FRIC (Fédération Rapace de l'Internationale Financière,) Tout-En-Pognon a été élu à l'aide de deux catégories socio-professionnelles :

- Les *maxi-habens* qui protègent leurs biens lorgnés par le communiste Mélenchon.
- Les *minus-habens*, qui ont eu la frayeur de leur vie en imaginant les chars russes aux portes de Paris.

Les *minus-habens* sont les ex-Charlie. Une population qui ne s'occupe jamais de politique mais qu'on réveille par de grands slogans : « Le terrorisme ne passera pas ! ». « Le fascisme ne passera pas. »

Que le terrorisme et le fascisme passent tous les jours tranquillo grâce à leur propre gouvernement, comme ils sont occupés par leurs petites vies de bobos-gogos, cela ne fait pas grand sujet de conversation .

Quand on parle politique avec eux, ils répondent par les cartes de leur jeu de Monopoly : « Je fais de la politique ». Ainsi, si on leur dit : « Poutine », ils répondent avec la carte 1 : « Tchétchénie ». Ou la carte de 2 : « Anna Politkovskaya ». Et si leur dit « Syrie », ils sortent la carte : « Assad, boucher d'Alep ». Si on leur dit : « Internet », c'est la carte « Pfft ! Il y a de tout sur internet. »

Il y a aussi, évidemment, du côté de Macron, les Hanouniens.

On récolte le résultat de multiples années de pub à la télé, de coca, de Mac Do, d'OGM et d'émissions débilitantes dont Hanouna est le pape. L'homo sapiens a pris un coup sur la tronche. Question goût, la mode est aux top-models qui se produisent le plus possible à poil sur les escaliers de Cannes. L'élégance est défunte. Or l'élégance c'était la France.

Sniff... (Dans tous les sens du terme.)

Ils nous gonflent avec leur « multiculturalisme. » Un mot qui signifie en fait le « mono-culturalisme. »

Prenons l'exemple de « The Voice ».

Des Français de toutes origines se présentent...et chantent à 90% en anglais...C'est quelle culture ça ?

Dans nos villes, les mêmes achètent les mêmes produits frelatés dans les supermarchés. Que tu sois Asiatique, Africain, Européen ou Pygmée, ta finalité en ce bas-monde est d'aller acheter des produits chinois, les mêmes pour tous, dans les centres commerciaux, les mêmes pour tous. Et pour les riches, allez-vous me dire ? Mais l'uniformité est à l'identique. Les hôtels de luxe proposent le



souffert, des hommes sont morts, tout un peuple a vécu pour que le dernier des imbéciles aujourd'hui ait le droit d'accomplir cette formalité truquée (¶) Quand nous étudierons le dépérissement du parlementarisme en France nous serons conduits à constater sans doute que le parlementarisme est un parasitisme au moins aussi onéreux que le capitalisme. Car le capitalisme écrase le travail d'en dessus, mais le parlementarisme introduit au cœur même du travail la corruption, l'asservissement qu'il exige ».

Charles Péguy (1913)

\*\*\*\*\*

<http://palim-psao.over-blog.fr/article-le-vote-par-bernard-charbonneau-102330081.html>

Mercredi 2 mai 2012 3 02 /05 /Mai /2012 00:00

« Le vote », par Bernard Charbonneau

Ci-dessous un petit extrait de circonstances, d'un texte de Bernard Charbonneau (1910-1996), ami de Jacques Ellul, critique de la société industrielle et de l'écologie politique telle qu'elle se constituera dans les années 70, et penseur iconoclaste hélas méconnu d'une opposition au ravage écologique. Les actes du colloque qui lui a été dédié à Pau en 2010, sont désormais disponibles sur ce site.

Le Vote

Bernard Charbonneau

Le vote a toujours été un rite de participation, et surtout, il le deviendra de plus en plus, notamment dans les grands pays sans référendum où l'on vote pour des politiciens et des partis plutôt que pour telle politique. L'univers me dépasse, et aujourd'hui c'est la société objectivée dans l'Etat : la paix, la guerre, l'économie, les finances - qui me domine chaque jour d'un peu plus haut. Chaque jour le monde s'appesantit et se complique, soit que la technique le rende tel, soit que la science me le dise. Chaque jour l'événement tombe du ciel, ma vie échappe un peu plus à ma pensée et à mon pouvoir. Politiquement je suis libre, mais d'autres ont fixé le lieu et la nature de mon travail, et ils s'occupent aussi de mes loisirs. Je choisirai le chef de l'Etat, mais de moins en moins le pain que je mange, la maison que j'habite, car c'est la science économique qui en décidera. Je ne maîtrise pas mon destin qui est torrent - production, pollution, information, population - indéfiniment en crue. Reste la guerre ou la paix. Mais l'on n'a jamais convoqué le peuple souverain pour la voter.

Quelle angoisse ! Au fond je n'en sais rien et je n'y puis rien. Heureusement que tous les quatre ans, je deviens soudain omniscient et omnipotent : je vote. En général, je n'ai guère le choix qu'entre deux biens, ou deux maux. Mais je peux choisir le moindre ; je décide entre le rouge et le blanc, si Dupont ou Durand fera la bombe atomique, si c'est lui ou l'autre qui m'enverra enseigner la grammaire structurale à Hirson... Enfin, je compte - au moins pour un ; je ne suis plus un individu, je suis le Peuple... Je vote parce que j'y crois ; c'est un acte essentiel, décisif. Et moi aussi je vote - je suis un intellectuel critique - parce que je n'y crois pas et que cela n'a aucune importance. Maintenant c'est fait. Qui va gagner ? Les pour ou les contre, les Bleus ou les Verts ? Le suspense est à son comble. C'est fini ; j'ai voté, j'ai fait l'amour avec la France, j'ai fait pipi dans l'urne et je me sens mieux. J'ai rempli mon devoir et puis penser à autre chose : à gagner du fric ou aux vacances. J'ai voté, ouf ! j'en ai fini pour un temps, j'ai délégué mes pouvoirs.

Plus la société évolue, plus l'individu vote ; et plus l'on vote, plus ce geste se dévalue. Alors pourquoi le vote ? - Pour le vote. C'est un rite d'exorcisme qui refait d'un monde - d'une société, d'un Etat - l'œuvre de la liberté des individus. Mais du coup celle-ci devient la chose de la société, de

l'Etat. Je m'y intègre ; je ne me suis pas contenté de le subir, je l'ai choisi. La fête électorale est un rite de participation comme la messe : c'est pourquoi qui refuse cette société cuirassée en Etat a pour devoir civique de s'abstenir. Sinon de son esclave, je deviens son complice...

Le vote est un rite fondateur. Le jour où la société n'y croira plus, elle aura changé. Déjà la nôtre, avec ses sondages d'opinion, comptabilise moins des libertés que des courants collectifs. Demain on ne votera plus. Mais ce ne sera plus à la suite d'un vote.

Source : Bernard Charbonneau, Une seconde nature, pp. 91 à 93.

\*\*\*\*\*<http://paris-luttes.info/voter-c-est-abdiquer-8002?lang=fr>

Analyse et réflexion Contrôle social

**Voter, c'est abdiquer**

Publié le 1er mai 2017 | Maj le 30 avril

anti-électorisme | élections | démocratie | abstentionnisme | Mascarade 2017

Aujourd'hui, plus que jamais, voter c'est donner une légitimité à un système qui échoue depuis sa création à s'occuper des vrais enjeux de la politique !

Voici une réflexion sur le choix de l'abstention, adaptée pour cette plateforme de lutte à l'occasion du 2e tour de la présidentielle. La version originale peut se lire sur ce blog : [www.linsoutenablelegereteduclash.com](http://www.linsoutenablelegereteduclash.com), blog de débats entre un autonome et un électeur de droite. Enjoy

I - Les chiffres : non, l'abstention ne renforce pas le FN

Je vais démontrer ici l'argument fallacieux que les gens répètent comme des moutons sans vérifier par eux-mêmes. En effet, à chaque fois que je me dis abstentionniste, on me regarde avec horreur, en criant "mais tu vas faire élire le FN" ! Voilà encore cette satanée peur qui fait le jeu de ce parti, dites donc !

En vérité, qu'en-est-il ? Je vais commencer par citer la Marine, le 1er mai 2014 : "ne nous décevez pas et allez voter. Ne commettez pas la funeste erreur de l'abstention !" Je vais expliquer pour les plus bornés : si le FN avait, comme il est dit par erreur, intérêt à l'abstention, sa représentante la plus débile ne supplierait pas ainsi ses électeurs de se ruer dans les urnes.

Allons plus en profondeur. Il y a bien une corrélation entre la participation et le vote FN : Lorsque le taux d'abstention augmente, le FN baisse. Ex : taux d'abstention à 32% en 1997, 35.6% en 2002. Le FN à 15% en 1997 et 11.3% en 2002. Des exemples comme celui-là, cher Paul, il y en a des tas, et ils démontrent bien que l'abstention est l'ennemie du FN, qui ne s'en cache pas. Allez, un dernier exemple pour la route : les municipales de 2014, dans les 110 communes où le FN fait plus de 20%, la participation moyenne fut bien plus élevée, 62.33%, que la participation moyenne nationale ! Ainsi, à Villers-Cotterêts, le FN fait 40.3% des voix avec une participation à 68.5% ; à Carros, 35.8% pour 70.8% de participation !

La montée du FN n'est donc pas la faute de l'abstention, mais des partis politiques qui ont, d'une part, permis son éclosion dans des tactiques politiques opaques et dégueulasses, et d'autre part repris ses idées. Ainsi, le FN aux cantonales de 1982 fait 0.2%. JM Le Pen écrit alors à Mitterrand pour exiger une plus grande couverture médiatique. Voici la réponse du chef de l'Etat : "D'ores et déjà, je demande à M. le ministre de la communication d'appeler l'attention des responsables des sociétés de radio-télévision sur le manquement dont vous m'avez saisi" (source : Antoine Peillon, journaliste indépendant). Quelques jours plus tard, le boss du FN est l'invité du JT de 23h de TF1 ; marquant le début d'une présence médiatique intense qui continue de plus belle aujourd'hui. De ce fait, le FN obtient un score historique de 11.26% des voix à Paris aux municipales de 1983 ; 11% aux européennes de 1984 ; 9.63% aux législatives de 1986, etc. Merci qui ?

Les barons de la droite ne cachent plus, dès lors, leurs accointances avec le FN. De Balladur à Chirac, en passant par Pasqua, la porte lui sera toujours ouverte. Ainsi, en 1988, c'est le ministre de l'intérieur du gouvernement Chirac qui dira : "sur l'essentiel, le FN se réclame des mêmes valeurs que la majorité". Des mots que le Président de la République ne dénierait jamais, allant jusqu'à prononcer le fameux discours du "Bruit et l'odeur"...

Car oui, en effet, les partis politiques ont participé à la lepénisation des esprits, récemment Sarko et son chef de campagne Patrick Buisson ont fait campagne en 2012 sur les thèmes du FN, et il y a quelques mois c'est la déchéance de nationalité qu'a tenté le PS de Valls et Hollande, aujourd'hui alliés à Macron.

Ainsi, celles et ceux qui font le lit du FN, ce sont d'abord celles et ceux qui votent pour ce parti ! Ce sont aussi nos élites politiques qui, par jeu tactique dégueulasse, et en participant à la déliquescence de la 5e république, permettent au FN de prospérer et de devenir crédible.

II - Ce modèle démocratique, c'est la confiscation de la parole du peuple

Aujourd'hui, et ce depuis longtemps, les gens votent comme ils jouent au PMU : ils choisissent un poulain, et misent dessus, sans réfléchir sur les programmes, sans en maîtriser les tenants et les aboutissants. Mieux, on les abreuve de conneries télévisuelles afin de rendre leur temps de cerveau disponible. Plus l'électeur est incapable de décrypter réellement les programmes, mieux c'est pour nos élites dirigeantes. Des élites dirigeantes qui échouent, tu seras d'accord avec moi mon ami, à régler les problèmes de chômage, de précarité et de misère, ce pour quoi ils sont censés diriger, en fait ! Et pire encore, elles utilisent le 49-3 (6 fois ces 5 dernières années !!) pour se passer du vote de l'assemblée, expression de la voix populaire (sic).

Est-ce donc une façon de s'exprimer, que de glisser un bulletin dans l'urne tous les 7/5 ans, et de donner ainsi un blanc-seing à des gens qui n'ont d'autres compétences qu'un diplôme des meilleures écoles ? Des gens qui n'ont jamais connus ces problèmes ? Et qui démontrent s'en foutre totalement : coucou le 49-3 ??

Car oui, les gouvernements de gauche comme de droite se succèdent, et c'est la même politique à un cran un peu différent qui gère le capitalisme. Et n'oublions pas la devise de la Constitution de 1958 : "gouvernement par le peuple, pour le peuple et par le peuple". Nous en sommes si loin !!

Et puis, d'ailleurs, quel est ce système démocratique qui élit un président avec tant de pouvoir avec seulement 35% des voix totales ? Voilà donc un homme qui devra gouverner un peuple qui l'a pourtant refusé à 65%!! (chiffres de l'élection d'Hollande en 2012) euhhhhhhhhh, on nous prend pour des pigeons, non ? Voilà la réelle confiscation de la parole du peuple, et l'hypocrisie d'une classe politique qui se moque de la Constitution, fondement de notre République !

Qui pour légitimer ceci ? Pas moi. Et je ne suis pas le seul, puisque toutes les études sociologiques démontrent que la hausse de l'abstention est due à une crise de confiance, née des promesses non tenues, des affaires, des fraudes électorales (primaires UMP et PS), entre autres. Ainsi, une étude de décembre 2016, faite sur 210 000 jeunes de 18-34 ans, révèle que 93% n'ont pas du tout ou pas vraiment confiance en la politique. (étude "Génération What ? <http://generation-what.francetv.fr/#>). La faute à qui, sinon à nos élites politiques ??

Pire, dans les cités, lieux qui regroupent les pires problèmes économiques et sociaux, l'abstention est très forte. Pourquoi ? Ils se rendent bien compte qu'ils sont laissés pour compte, et qu'à part mettre toujours plus de flics en totale impunité, rien n'est fait pour eux. Sans parler de la représentativité, combien de ministres issus de l'immigration, celle qui permit de reconstruire la France après la guerre ? Voilà encore l'expression d'une crise de légitimité et d'une confiscation du pouvoir par une caste, par une oligarchie républicaine.

III - Si le vote changeait les choses, ça ferait longtemps qu'il serait interdit

Ce slogan intemporel est encore et toujours d'actualité. Car, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, la gestion du capitalisme par la droite ou pas la gauche n'a rien résolu. Le chômage, la précarité, la misère est de plus en plus présente, et tous les curseurs économiques sont dans le rouge. Jamais les inégalités n'ont été aussi marquées en France. Et à chaque élection, les mêmes promesses. Comment, au nom de quoi, les candidats sont ils encore crédibles ?? Surtout que celui en passe d'accéder au trône est un ancien ministre de l'économie, un de ceux qui ont offert les 40 milliards du CICE aux patrons sans aucune contrepartie ! 40 milliards envolés alors qu'ils devaient permettre la création d'un million d'emploi, promesse de Gattaz. 40 milliards qui, bien utilisés, auraient pu créer des centaines de milliers d'emplois ! Et les gens, dont toi, mon cher ami Paul Hémique, sont prêts à voter pour cet homme, Macron pour ne pas le nommer. Un Macron qui, comme nous l'apprend ce matin (mercredi 26/04) le Canard Enchaîné, a permis avec l'article 14 de sa loi aux patrons du CAC40 d'économiser 900 millions d'euros ! 900 millions !! Est ce pour cela que nous élisons nos présidents ?

Ainsi, aujourd'hui, le constat politique des 50 dernières années (pour arrondir), est terrible : les gouvernements ont été incapables de maîtriser les enjeux de la mondialisation économique et financière, l'évasion fiscale, le chômage de masse, l'aggravation des inégalités et de la précarité, les flux de réfugiés, la montée des communautarismes, le terrorisme. Qui plus est, et c'est terrible, l'ascenseur social est en panne. Et en parallèle, les pratiques politiques de voyou se généralisent : corruption, scandales financiers, clientélisme, collusion entre intérêts économiques et politiques, fake news...

Or, Hamon, Macron, Fillon, c'est la continuité de tous ces maux. La Marine, c'est pire encore ! Mélenchon, dans une moindre mesure certes, mais il se dirige aussi dans cette même direction. Il reste Poutou, qui devrait lui même militer pour l'abstention pour être cohérent avec son programme !

IV - la domination d'une élite qui gouverne en réseaux opaques

J'utilise le terme d'"élite", mais j'aurais pu utiliser celui de "caste" ou d'"oligarchie". Car en effet, nous retrouvons toujours les mêmes réseaux, ceux des grandes écoles de la Nation, formant ses futurs cadres pour être surs d'avoir un renouvellement des hommes capables d'assurer la continuité du régime politique.

De nombreuses études sociologiques, politiques, journalistiques, le dénoncent, mais les médias n'en parlent qu'à de très rares occasions. Et si je ne suis pas le genre d'homme à crier au loup de la

théorie du complot, force est de constater qu'il y a une volonté réelle et organisée de continuer la même politique qui sert les mêmes intérêts. Ainsi, si le peuple de France est déclaré en crise depuis des années, les dividendes continuent, eux, à augmenter. Que ce soit le bouclier fiscal de Sarko, le CICE de Hollande-Macron, ou la loi Macron, la politique va toujours dans le même sens, celui de ceux qui s'enrichissent encore et toujours.

Deux chercheurs de la Sorbonne, Amadiou et Framont, ont étudié ce phénomène de l'abstention et en ont tiré plusieurs conclusions, dont celle-ci : "notre état des lieux de l'offre politique française peut se résumer à un constat : la majorité de la population en est absente, aussi bien dans sa composition sociologique que dans ses ambitions programmatiques. Rarement les organisations politiques n'ont été aussi élitistes dans leur recrutement et leur fonctionnement. L'abstention devient le seul moyen d'expression de la majorité de la population. Les politiques dérégulationnistes-interventionnistes qui fragilisent les classes populaires et renforcent les classes supérieures ne font que diminuer les possibilités de participation des premières et augmenter celles des secondes".

Leur constat va dans le même sens que le mien. Il y a bien une élite qui gouverne pour asservir un petit peuple qui refuse de plus en plus de participer à ce jeu de dupes.

Penchons nous maintenant, succinctement, sur ces réseaux opaques. Je disais que nous retrouvons les mêmes hommes sous les mêmes gouvernements, quelle que soit leur couleur politique. Quelques exemples développés par Antoine Peillon, journaliste d'investigation indépendant, ou par le couple de sociologues Pinçon-Charlot. D'abord, la fameuse famille de Rothschild, dont a fait partie Macron. Le monde est si petit qu'Hollande, après la perte de son siège de député en Corrèze, est venu offrir ses services à son ami Edmond de Rothschild. Ce dernier y a mis la condition d'abandonner toute carrière politique, ce qui a poussé notre bon François à refuser, mais on voit bien, les liens entre les hommes de pouvoir et le milieu des affaires. Déjà, Mitterrand avait des accointances profondes avec ce milieu, citons par exemple Eugène Shueller fondateur de l'Oréal. Ou plus proche de nous Sarko et Bettencourt.

De plus, il y a ces énarques qui s'échangent les places, toujours dans la même logique néolibérale. Citons par exemple Jean Pierre Mignard, avocat, parrain des enfants de Hollande et conseiller de Macron pour ces élections. La fameuse "promotion Voltaire" de l'ENA, celle de notre président socialiste, se retrouve partout, par exemple Jean-Jacques Augier, directeur des taxis G7, proche conseiller de l'Etat, ou encore Jean-Michel Gaillard, à la Cour des Comptes. Mais le cas le plus probant est celui de Jouyet, proche de Sarko puis de Hollande, qui fit carrière au sommet de l'administration !

Ce ne serait pas aussi grave si ces hommes n'étaient pas d'ardents défenseur du néolibéralisme, celui-là même qui engendre misère et précarité. D'ailleurs, il est intéressant de voir que notre bon président, qui fustigeait la finance avant de la goinfrer, cosignait un livre sous le pseudonyme de "Jean-François Trans", développant une doctrine ultralibérale ! Un des auteurs est d'ailleurs Le Drian, qui soutient activement Macron à cette élection (tiens-tiens). En parlant de ce Macron là, il est intéressant de voir qu'il était le rapporteur de la commission Attali en 2007 sous l'égide de... Sarko ! Macron actif sous Sarko, puis sous Hollande, nous voilà en plein dans ce système d'élitisme et d'oligarchie !

Et c'est là que nous flirtons dangereusement avec le conflit d'intérêt ! Car nombre des proches de Sarko et Hollande, énarques bien classés, ont intégré l'Inspection générale des finances, et ont fait carrière dans les banques : on pourrait citer François Villeroy, qui passe de Strauss Khan à la BNP, ou Pierre Mariani, de Sarko à BNP puis Dexia, ou encore ce même Jouyet, directeur adjoint du premier ministre Jospin, puis président de Barclays, avant d'être nommé secrétaire d'Etat du gouvernement Fillon, avant de rejoindre en 2014 Hollande en tant que secrétaire général.

Ainsi, cette élite ultralibérale si présente aux seins des gouvernements successifs est constituée en un véritable réseau opaque, un réseau de gestionnaires des affaires publiques et privées, surtout bancaires, où la formation commune dans la promotion Voltaire de l'ENA représente un centre de gravité exceptionnel. C'est une marque flagrante du quinquennat d'Hollande, qui a toujours protégé les milieux d'affaires et les banques. Des banques qui ont aujourd'hui désigné leur poulain, Emmanuel Macron, dont il est issu.

Voter, c'est légitimer ceci, je m'y refuse.

V - La manipulation des mass-médias et les fake news

On en parle beaucoup, des fake news, depuis l'élection de Trump. C'est une combine qui consiste à distiller de fausses informations afin d'en faire une vérité et un moyen de propagande. C'est exactement ce à quoi se livre le gouvernement et les candidats à la présidentielle.

Et les médias de masse sont complices. Je ne ferai pas ici la liste des propriétaires des journaux et des groupes privés de chaînes de télé, mais tout le monde pourra vérifier par lui-même : rares sont les médias encore indépendants. On parle bien de "faiseurs d'opinion". Ce sont ces mêmes médias qui diffusent de fausses informations sur l'abstention par exemple.

Nous entrons donc dans la manipulation de masse, une manipulation tronquée par le niveau de la politique actuelle basée avant tout sur la communication. Ainsi, c'est l'agence Havas qui dirige le candidat Macron. Havas qui conseillait déjà... Hollande il y a 5 ans. Aujourd'hui, on appelle ce phénomène consistant à tronquer les faits à des fins de propagande politique la "politique de post-vérité". Ce sont des stratégies de manipulation des opinions publiques. Ce concept a été développé par l'écrivain Steve Tesich, à propos de l'affaire de l'Irangate et de la guerre du Golfe où le gouvernement américain a menti pour légitimer sa politique impérialiste. Sarkozy puis Hollande s'y sont livrés. Souvenons nous, par exemple, de la tentative d'innocenter Cahuzac, orchestrée par le vice-président d'Havas Stéphane Fouks, reprise telle quelle par le JDD et l'OBS.

Ainsi, le pire mensonge de François Hollande a été à propos du chômage, et de l'inversion de sa courbe. Promesse de campagne, elle a même été une condition à sa candidature, et les chiffres ont été trafiqués afin d'aller en ce sens au cours de l'année 2016 ! Et nous sommes ici dans un lien étroit entre médias et gouvernement, ce qui est vraiment un putain de scandale ! En effet, malgré la hausse des chômeurs de toutes catégories, la communication du gouvernement a été de faire croire à une baisse du chômage, en faisant disparaître 500 000 demandeurs d'emploi en formation. Très peu de médias se sont penchés sur cette disparition, et on a ainsi pu entendre de la bouche de notre bon président : "une confiance est revenue, c'est une satisfaction", le 26 décembre. Quel culot !

Voilà une raison supplémentaire de ne pas voter. Alors même que les médias sont censés être un contre-pouvoir efficace, informer en toute transparence, ils se font les complices d'un véritable système de propagande orwellien !

Et encore une fois, le vote légitime ce système. Ne pas voter devient dès lors un vote de résistance.

VI - Pendant ce temps là... quelles alternatives ?

Pendant que la campagne présidentielle bat son plein, le monde s'arrête. L'actualité se concentre sur les hommes, les médias ne jouent pas leur rôle de contre-pouvoir, et en définitive la campagne fait diversion. On ne parle plus des conflits sociaux, de la précarité qui augmente, de la misère qui

s'étend. Trump qui balance la plus grosse bombe depuis Nagasaki en Afghanistan ? Une broutille !  
La CGT qui perd les élections syndicales : quoi, il y avait des élections syndicales ?

Bref, pendant ce temps-là, la société française continue de pourrir, et on ne parle que des élections.

Ce n'est pas ma vision de la politique. Pour moi, le sens noble de la politique n'est pas celui que je décris depuis le début de cet article. Je veux un débat au cœur du peuple. Je veux qu'on se réunisse en parlant en profondeur des sujets dont nous devrions être les seuls décideurs. Faire de la politique au sens noble du terme, c'est exiger localement les meilleurs services publics. C'est débattre de l'accueil des réfugiés. C'est se mobiliser pour mettre en place des distributions de couvertures aux SDF pendant l'hiver. C'est créer des assemblées populaires locales, par quartier. C'est créer des boulangeries à bas prix, des crèches autogérées, développer les coopératives et les entreprises sans hiérarchie verticale. Vous l'aurez compris, c'est faire de la politique par le bas et non par le haut.

Refuser le vote, c'est se battre de cette façon, en participant au contre-pouvoir réel, celui de la rue. Car c'est dans la rue et dans les rapports de force que se sont gagnés les acquis sociaux, ne citons que les congés payés par exemple. Sans la rue et les révolutions, nous serions encore gouvernés par la noblesse et le clergé, nous le Tiers Etat ! Nous serions encore sous l'Ancien Régime, où 1% de la population détenait 98% des richesses et la totalité du pouvoir décisionnel. Ah mais... n'en sommes nous pas un peu revenus à ça ? Sur le principe, ce que je viens de démontrer revient finalement à cette situation de confiscation du pouvoir et des richesses par une élite...

Et puis, franchement, ceux qui sont morts pour la démocratie, la séparation des pouvoirs et la République, se retourneraient dans leurs tombes en voyant le recul des idéaux et des conquêtes acquises de hautes luttes ! Et sans doute appelleraient ils à une nouvelle révolte, et d'abord à l'abstention. Car aujourd'hui, voter, c'est choisir son maître dans une servitude volontaire terrible ! Et c'est La Boétie qui nous encourage : "Soyez résolu à ne plus servir, et vous voilà libres !"

Et c'est Tocqueville qui nous dit, dans un texte si actuel : "dans la démocratie, les simples citoyens voient un homme qui sort de leurs rangs et qui parvient en peu d'années à la richesse et à la puissance ; ce spectacle excite leur surprise et leur envie ; ils recherchent comment celui qui était hier leur égal est revêtu du droit de les diriger. Attribuer son élévation à ses talents ou à ses vertus est incommode car c'est avouer qu'eux mêmes sont moins vertueux ou moins habiles que lui. Ils en placent donc la principale cause dans quelques uns de ses vices, et souvent ils ont raison de le faire. Il s'opère ainsi je-ne-sais-quel odieux mélange entre les idées de bassesse et de pouvoir, d'indignité et de succès, d'utilité et de déshonneur". Voilà un auteur qui va plus loin d'ailleurs en dénonçant la recherche de ses intérêts personnels égoïstes par l'accès au pouvoir.

Un pouvoir qui corrompt et qui trompe, un pouvoir qui soumet et impose. En définitive, vivre sa citoyenneté, l'exercer au plus fort du principe, n'est-ce-pas de s'abstenir pour participer de facto à la vie de la cité ? Et s'abstenir, n'est-ce-pas la meilleure façon de s'engager en politique ?

Ne pas voter, c'est refuser de se cacher lâchement derrière un vote inutile et fantasmé, un vote qui donne un blanc-seing fallacieux et trompeur à une élite qui nous regarde d'en haut avec un dédain méprisant. Et puis, même les plus dures dictatures utilisent le vote pour légitimer leur pouvoir !!

Les façons de faire autrement existent déjà, et elles sont nombreuses. Il y a les ZAD, qui fonctionnent en autarcie et de fort belle manière, mais il y a tout un pan de la population qui refuse cet asservissement du vote et qui met en place des organisations parallèles en faveur d'un réel progrès social et économique.

Aujourd'hui, on prétend nous faire peur avec l'arrivée du FN au pouvoir... Mais sa politique est déjà appliquée, et ce depuis l'Etat d'urgence. Les luttes se vivent au présent, pas dans le fantasme d'un futur hypothétique.

Et le présent, là, maintenant, c'est de refuser d'être instrumentalisé par une caste nauséabonde.

\*\*\*sanurezo\*\*\*\*\*Robert Gray

Voici ce qu'il écrit sur facebook mon ami Robert Gray au sujet du chef entrepreneur anarchiste Yannis Youlountas en réponse à son appel aux urnes pestilentielles 2017 :

Dimanche 23 avril 2017, 15h03 :

... J'ai des camarades, plus ou moins proches, qui auront voté aujourd'hui. Je ne suis pas sectaire ou puriste quoiqu'en disent vos invectives ; à nouveau c'est juste une question de cohérence : Ces camarades et moi avons ce clivage et je n'appellerai pas à aller dans leur sens car je crois qu'elles font erreur. Mais je ne souffre pas de leur geste parce qu'elles ne se revendiquent pas de l'anarchisme et que la culture de ce mouvement leur fait énormément défaut. ( Il suffit de parler 5 minutes avec les gens pour mesurer le VIDE des connaissances historiques sur la question : Les institutions ont fait un lavage de cerveau formidable depuis l'ère pré-industrielle ! )

...Ce qui ne veut évidemment pas dire que de se revendiquer de cette idéologie est signifiant en soi, ni qu'il ne soit aisé, dans l'absolu, d'en suivre les chemins sans écarts.

Je ne dis pas non plus qu'il n'y a pas des alliances / passerelles possibles... Des bonnes comme des mauvaises.

...Cette recherche de « pureté » et ces tolérances - ou non - de « passerelles » qui furent, justement pour Yannis, l'ironie est belle, une lutte fort légitime, lors de la dénonciation du cas Chouard... Hé bien le vote, c'est-à-dire le choix d'un-e roitelet-te pour gouverner un État-Nation bourgeois - et pas je ne sais quelle illusion d'un vote qui n'en serait pas un, tout en en étant un - est clairement le type d'illusion qu'on entretient sur la mauvaise passerelle.

D'un point de vue anarchiste, légitimer un système de domination en lui donnant d'emblée le moindre crédit est juste totalement aberrant : Le meilleur moyen de le combattre est, je crois, e, de ne pas le légitimer, de ne pas jouer son jeu, de ne pas avoir l'arrogance de croire qu'il pourrait être changé de l'intérieur, alors même qu'il n'a été conçu que dans le seul but de pérenniser les dominations des un-e-s sur les autres... Et ça alors même, je le répète, que l'Histoire, souvent mal connue, a répété ce scénario de la trahison des verticaux à maintes reprises.

Donc, quant on a la notoriété de Yannis, qu'on s'affiche comme anarchiste et qu'on appelle au vote, ce n'est pas anodin.

Quant au fait, pour Yannis, d'avoir fait de bonnes choses, là encore, je ne cherche pas à les lui retirer. Elles sont de notoriété publique. Beaucoup de gens font beaucoup de bonnes choses qui ne sont en revanche jamais reconnues. Et beaucoup de gens s'en tiennent à la cohérence idéologique qui est la leur, et, lorsque, vraiment, dans une dynamique de convergence elles appellent au rassemblement, elles ne le font pas en appelant à voter « en échange » du soutien dans la rue.

Elles le font en appelant à respecter - le respect n'est pas l'adhésion, il suppose une distance : « tenir en respect » - les choix de chacun-e. A la limite, elles peuvent aussi le faire en rappelant au passage que l'alliance doit trouver ses limites dans certains exemples historiques. Mettre en garde.

Rappeler comment les institutionnalistes NOUS instrumentalisent lors des luttes... ça, c'est la moindre des choses et c'est pour ça que je suis venu ici gueuler.

\*\*\*\*\*